



We Must March Toward a Higher Destiny!

The Organized Workers Can and Should Co-operate with the Great Leaders Who Have Laid Out the Pattern of a New Society. Intolerance And Injustice, Prejudice and Ill-Will, Because Of a Difference of Race or Faith, Must Be Fought And Eliminated. An Unceasing War Must Be Carried On Against Poverty and Insecurity.

By BERNARD ROSE, K.C.

It may be true that the lamps in Europe have all been extinguished and only blackness impenetrable and fearful prevails, but in the midst of this darkness, there is a glimmer of bright hope for a new day that is dawning. Those of us who believe in justice, — and that is after all the cardinal principle that animates all right-thinking persons in the democracies, are confident, that the most brutal and bestial gang of adventurers and murderers that ever disgraced this old earth will get their just deserts.

In thinking of the purgatory through which millions have and are yet passing, we recall the sacrifices of those who, in former centuries, gave all they had to serve mankind, not the least of whom was the Noble Reformer Who in His time made the supreme sacrifice.

It should be borne in upon a weary world that intolerance, injustice, ill-will, and deliberately fostered prejudice handicap those who still look forward to the coming of a time when men will be brothers in spite of differences of race, faith, or other distinctions for which those who are born into this world are not responsible.

It may perhaps hardly be appreciated that one of the first steps in bringing about a better understanding between nations was taken by the workers through the forming of unions. It is regrettable, that an impression still prevails in certain quarters that unions are formed merely to get what they can from the employer and governments. This is a false impression since men are compelled to unite for protection, mutual education, and showing a solid front against injustice.

One cannot forbear expressing admiration for the magnificent stand of the British workers in their determination to give up their lives rather than their freedom in the battle which their leaders started against the forces of evil when the onward march of Hitler was challenged.

The address of United States Vice-President Wallace gives us a splendid clue to the thinking and hopes of the great leaders of the democratic nations.

In spite of their critics, Winston Churchill, President Roosevelt, Mackenzie King, and those associated with them, are not labouring selfishly — but selflessly, for the good of mankind. With such great nations as those that belong to the English-speaking group and the others allied with it, reforms of a constructively revolutionary character can be carried out. The success of these reforms depends not so much upon the planning of the leaders as the co-operation of all classes in the community.

Employer and employee must make up their minds that henceforth industry must be carried on as a service to the community in the first instance, and secondarily, in terms of gain for those it employs. As the great American statesman pointed out in his inspiring address of December 28th:

"In the new democracy, there will be a place for everyone — the worker, the farmer, the business man, the housewife, the doctor, the salesman, the teacher, the student, the store-clerk, the taxi driver, the preacher, the engineer — all the millions who make up our modern world. It will be an adventure in sharing — sharing of duties and responsibilities and sharing of the joy that can come from the give and take of human contacts and daily living. Out of it, if we all do our part, there will be new opportunity and new security for the common man — that blend of liberty and unity which is the bright gold of millions who are bravely offering their lives on the battle-fronts of the world."

This statement of Mr. Wallace is eloquence of the highest and noblest kind. In speaking as he did, he spoke not for himself alone, but for the millions of liberty-loving, law-abiding, sincere citizens in the several nations presently fighting to retain their freedom and those from whom it has been taken by a group whose crimes must not only be properly punished, but who will go down in history as the greatest criminals of all time.

(Continued on page 7)

Situation compliquée à St-Grégoire

D'après les journaux quotidiens, la situation s'est compliquée de nouveau à Saint-Grégoire de Montmorency, où la filature de la Dominion Textile est immobilisée depuis près d'une semaine, lorsque les membres du local 15 des United Textile Workers of Canada ont refusé, sans condition, de se soumettre à l'avenir à toute décision qui serait prise par le Syndicat du textile en ce qui a trait aux ouvriers de la filature de Saint-Grégoire.

Les U.T.W.C. ont avisé officiellement la compagnie qu'ils ne reconnaissent en aucune façon au syndicat le droit juridique de transiger au nom des employés qui ont prouvé qu'ils ne désirent nullement être représentés par le dit syndicat ni accepter une décision prise par tout groupement autre que leur organisation officielle.

On apprend que le sous-ministre du Travail, M. Gérard Tremblay, en tant que président du Conseil régional du travail en temps de guerre, prendra la chose en mains et cherchera à concilier les deux parties en présence.

L'Union internationale, à la suite d'une assemblée d'urgence de son comité exécutif, sous la présidence de M. René Demers, organisateur provincial du Congrès des Métiers et du Travail du Canada, a soumis à la compagnie les propositions suivantes:

(1) Tous les employés congédiés, sans exception, devront être repris au service de la compagnie et, après une enquête sérieuse, des punitions adéquates, si on le juge à propos, pourront être infligées aux coupables de cet absentéisme massif.

(2) La compagnie permettra à ses employés du moulin de choisir librement la seule organisation qui négociera officiellement à l'avenir, en leur nom, en soumettant toute la question à un vote secret fédéral, qui déterminera, une fois pour toutes, le droit représentatif des deux organisations ouvrières en lice.

(3) La compagnie soumettra de nouveau à l'organisation ainsi officiellement choisie par les travailleurs, son projet de rajustement, et de nouvelles négociations à cet effet seront alors entamées, afin d'en venir à une entente plus en accord avec la situation actuelle.

Le gouvernement fédéral prié de loger l'ouvrier

Le conseiller Louis Bass, de Montréal, vient de faire parvenir au greffier de la ville un avis de motion qu'il présentera à la prochaine séance du Conseil et qui a trait au problème aigu du logement ouvrier dans les centres de production de guerre.

Dans cet avis de motion, le conseiller Bass prie le comité exécutif d'attirer de nouveau l'attention des autorités fédérales sur l'inhumanité de la pratique d'amener dans des mêmes centres des milliers d'ouvriers pour travailler dans des industries de guerre, sans prendre en même temps les mesures nécessaires pour qu'ils soient logés convenablement.

M. Bass prie de plus l'Exécutif de demander à Ottawa de discontinuer "l'étude du problème" et de se mettre sans délai à la tâche de pourvoir de logements salubres ces ouvriers de Montréal sur la santé desquels dépend, dans une large mesure, la production de guerre future.

Le sol se dérobo sous leurs pas...

La faim fait sortir le loup du bois. Tant qu'ils paraissaient faire la pluie et le beau temps dans le monde ouvrier de la province de Québec, les syndicats catholiques se contentaient d'injurier les unions internationales, mais dès qu'ils sentent que le sol se dérobo sous leurs pas, ils se ressaisissent et ils courent s'adresser aux autorités provinciales pour exprimer leurs appréhensions et leurs craintes, dans l'espérance que le gouvernement y apportera un remède qui les remettra sur pieds. On voit que la faillite du syndicalisme ouvrier catholique est à la veille d'être complète, même dans la province de Québec, car les "rats ont déjà commencé à désertir le navire": par exemple, M. Philippe Girard, qui avait fait bouler dehors M. P.-E. Marquette pour le remplacer comme agent d'affaires du syndicat des employés de tramways de Montréal. M. Girard préfère maintenant faire de la politique: il est entré au Bloc Populaire Canadien comme organisateur. C'est vrai que, s'il ne possède pas toutes les qualités de sa fonction, il a fait des études assez avancées, aux frais des syndicats catholiques, pour acquérir les connaissances requises.

Quant à M. Charpentier, s'il tient encore au syndicalisme catholique, c'est qu'il y trouve son profit et que ses études "piquées à coups de ciseaux dans les bibliothèques publiques" lui interdisent de se montrer dans les rangs d'une véritable union ouvrière. C'est pourquoi on le trouve toujours à la tête de la Confédération des Travailleurs Catholiques du Canada.

Les actes, les paroles et les écrits des tenants du syndicalisme catholique, surtout depuis quelque temps, ne respirent que la crainte et la peur: pour eux, le "gros méchant loup" est incarné par les unions internationales, qualifiées d'unions ouvrières américaines. Jugez-en plutôt par les extraits suivants du "Mémoire de la Confédération des Travailleurs Catholiques du Canada, Inc., au Cabinet provincial":

"Depuis janvier 1942, mois de la précédente entrevue des représentants de la C.T.C.C. avec le cabinet provincial, des événements graves se sont succédés qui ont causé beaucoup de soucis à notre organisation. Le présent mémoire veut, en toute objectivité, saisir les autorités provinciales de nos inquiétudes, et faire connaître sans ambages au gouvernement les idées qui représentent l'opinion unanime de la C.T.C.C. et de ses cinquante mille membres.

1. — A la faveur de la guerre, la province de Québec, comme les autres provinces du Dominion, paraît résister de moins en moins à la tutelle américaine, dans le domaine économique, et à la tutelle d'Ottawa dans le domaine constitutionnel. En effet, sur le plan économique, l'organisation et la propagande soutenues des unions ouvrières américaines forgent des liens qui se resserrent de plus en plus autour d'un bon nombre d'industries, et la situation sérieuse qui en découle ne paraît pas provoquer de réaction chez nos gouvernants. Sur le plan constitutionnel, on a l'impression, à certains moments, et surtout dans le monde du travail, que les provinces font partie non d'une Confédération, mais d'une Union Législative.

2. — Si cet état de choses doit continuer de prendre corps, la C.T.C.C. est d'avis que les provinces devront renoncer à l'application de tout programme de restauration sociale qui tienne compte de leurs aspirations et de leur mentalité. De plus, au début de la période de reconstruction d'après-guerre, si aucune réaction bienfaisante ne s'est résolument dessinée auparavant, c'est peut-être la province de Québec qui aura le plus à faire en Amérique du Nord pour conquérir les libertés promises par la charte de l'Atlantique.

4. — La C.T.C.C. redoute que les intérêts des travailleurs de l'industrie canadienne ne soient sérieusement compromis, si les unions ouvrières américaines, croyant pouvoir compter sur l'appui tacite sinon de la complicité du gouvernement, allaient s'assurer graduellement le contrôle industriel chez nous. La C.T.C.C. s'inquiète également de l'état de paralysie du mécanisme des conventions collectives de travail, que l'autorité fédérale tend à remplacer par des contrats conclus avec des employeurs individuels, contrats qui offrent moins de protection que nos décrets s'appuyant sur l'extension juridique et dont l'application est surveillée efficacement par les comités paritaires. De plus, Ottawa provoque souvent la conclusion des contrats à la suite d'une procédure démagogique, celle du vote de représentation dans les usines, procédure empruntée à la partie la plus détestable et la plus incohérente du Wagner Act américain.

6. — La C.T.C.C., tout en réaffirmant son caractère d'organisation canadienne de travailleurs, désire soumettre quelques considérations qui, à son avis, ont une importance particulière pour la province de Québec. Nous suggérons que deux commissions d'enquête soient instituées sans délai, l'une pour étudier la structure de l'organisation ouvrière et l'orientation à lui donner pour assurer une collaboration juste et durable entre le Capital et le Travail; l'autre pour étudier les coopératives de production, de consommation et de crédit et soumettre un rapport qui inspirerait la rédaction d'une seule loi générale de la coopération.

9. — De même, suggérons-nous, certaines industries importantes devraient être mises à la raison. L'une des industries les plus réfractaires au syndicalisme tel que nous le concevons est certainement l'industrie de la pulpe et du papier. Cette industrie, givée à même les ressources naturelles de la province de Québec, devrait, en retour des privilèges considérables qui lui sont accordés par le gouvernement, cesser sa lutte injuste contre nos syndicats. Nous croyons pouvoir dire, toutefois, que, dans cette industrie, l'hostilité vient moins des industriels que des représentants de la haute finance."

Chaque paragraphe de ce mémoire fait voir clairement que les syndicats catholiques ont une telle frayeur des unions internationales qu'ils invoquent tous les saints du paradis et

(Suite à la page 3)

ACCORDEZ VOTRE APPUI ENTIER A VOS CHEFS

Quel contraste entre les déclarations d'un membre éminent du clergé et les prétentions des soi-disant chefs des unions adverses à l'Union internationale.

Nous relevons d'un article sur la neutralité syndicale une déclaration "que la neutralité syndicale est ce qu'il y a de plus faux et de plus funeste dans le libéralisme économique".

On y lit, toujours sur la question de la neutralité, que s'il n'y a pas moyen de mettre sur pieds des syndicats catholiques sérieux, on peut par conséquent tolérer que des catholiques fassent partie des unions neutres mais à condition que dans ces unions neutres on respecte la justice et que pleine liberté de conscience soit laissée aux adhérents de professer la religion qui les a vu naître.

Sur ce point particulier, nous pouvons affirmer que nous comptons par milliers des membres des unions internationales fondamentalement catholiques, croyant que la vraie Eglise est la gardienne autorisée de la morale sur la terre.

De plus, nous voyons dans ces déclarations, que certains personnages, qui croient être des puits de science et de vérité, cublient la charité chrétienne en faisant des accroc notables à la vérité historique et en semant le mépris de leur prochain.

Donc nous croyons avoir eu raison de mettre nos confrères en garde contre la division que l'on cherche à créer dans leurs rangs. Ouvriers internationaux, continuez à avoir confiance en vos chefs, accordez leur votre appui entier, ils en ont besoin.

BEN. DROLET.

Les wagonniers et les ouvriers de la Belding Corticelli

La loge Sainte-Marie des Wagonniers des usines Angus a certainement fait un beau geste, au cours de sa première réunion de l'année, vendredi dernier. Elle décida de se rendre à la demande du Comité d'organisation du Conseil des Métiers et du Travail en achetant un certain nombre de billets pour une danse qui aura lieu ce soir, à la salle des chapeliers, 1440, rue Bleury. Les profits de cette soirée iront aux ouvriers en grève de la Belding Corticelli.

Le comité de protection, dirigé par M. Henri Vaillancourt, a présenté un rapport qui laisse espérer que les négociations en cours pour l'obtention de vacances payées seront bientôt conclues. M. Vaillancourt informe la Loge que les demandes de la Division No 4 ont été présentées à l'Association des chemins de fer; celle-ci a cru bon de renvoyer ces demandes au Conseil national du travail en temps de guerre, à Ottawa. Ces négociations, souligna M. Vaillancourt, se termineront lorsque les demandes des employés auront été agréées par le Conseil national.

Dans divers organismes on fait, au commencement de la nouvelle année, la lecture du rapport financier de l'année. Le secrétaire Alcide Montpetit présenta un rapport détaillé du conseil conjoint de protection du réseau du Pacifique Canadien. Après déduction des dépenses, les recettes en banque accusent un assez bon montant. Le rapport du secrétaire-financier R.-B. Lamarche et celui du secrétaire-trésorier A. Bertrand montrent un surplus de plusieurs milliers de dollars et \$6,000 de bons de la Victoire. Ce rapport a été vérifié par les vérificateurs D. Laporte, Eugène Deniger et Jos. Quenneville.

Vint ensuite l'installation des nouveaux directeurs pour l'année 1943. M. Ben. Drolet, vétérinaire ouvrier et chroniqueur du *Monde Ouvrier*, a présidé l'installation des

Emile Fagnant réélu président

L'Union internationale des pressiers et assistants, local 52, a procédé, dimanche dernier, à l'élection de ses directeurs pour l'année 1943.

Voici le résultat du vote: Président, Emile Fagnant, réélu pour la septième année; vice-président, Raoul Desjardins; sergent d'armes, A. Brissette; membres du comité exécutif, Henri Petit, H. Dagenais, E. Poitras, E. Bérubé, Alf. Brissette, A.-J. Poirier; délégués au Conseil des Métiers et du Travail, Emile Fagnant, R. Desjardins, A.-J. Poirier; délégués au Conseil des Métiers alliés de l'imprimerie, Georges-C. Brunelle, Alfred Quéry, F.-W. Maxted; délégués à la Fédération des Unions internationales des métiers de l'imprimerie, Emile Fagnant, F.-W. Maxted, Maurice Ratelle, G.-E. Brunelle; délégué au Comité paritaire de l'industrie de l'imprimerie, F.-W. Maxted — substitut, G.-C. Brunelle; vérificateurs, H. Petit, O.-J. Myette, Alfred Quéry.

A la prochaine assemblée du mois de février on procédera à l'installation des officiers.

officiers, à la demande du président D. Allaire. Les officiers installés sont les suivants:

Donat Allaire, président; R. Melançon, vice-président; Alcide Montpetit, secrétaire-correspondant; R.-B. Lamarche, secrétaire-financier; Aldéric Bertrand, trésorier; Henri Vaillancourt, président du comité local de protection; L.-P. Nolet D. Allaire, Jos. Gour et Michel Denis, membres de ce comité.

A la suite de cette cérémonie, le président Allaire réitéra l'avis aux intéressés de faire de leur mieux et plus si possible durant l'année 1943. M. Allaire espère qu'avec l'année qui commence les membres comprendront l'importance de l'assistance aux réunions, qui se tiendront à l'avenir une fois par mois, c'est-à-dire le deuxième vendredi du mois. En terminant, il exprima ses vœux de prospérité pour les membres de la Loge Sainte-Marie 234.

A l'issue de la séance, une minute de silence fut observée à l'occasion de la mort prématurée du confrère John Thompson, secrétaire de la Fédération des employés de chemins de fer.

L'ILGWU reçoit son président général M. Dubinsky

Il y avait fête vendredi et samedi aux locaux de l'Union internationale des travailleurs en vêtement pour dames.

M. David Dubinsky, président général, étant à Montréal, des milliers d'ouvriers et d'ouvrières lui firent une réception chaleureuse.

Vendredi, à 4 heures de l'après-midi, une grande assemblée eut lieu dans la salle des spectacles du Monument National, à laquelle assistèrent plus de 5,000 membres. M. Dubinsky, qui n'était pas venu dans la métropole depuis plus de sept ans, était l'invité des officiers et des membres des 10 unions locales de l'industrie de la robe, du manteau et de la broderie.

Le principal orateur pour la circonstance fut M. Dubinsky lui-même. "C'est notre devoir" a-t-il dit, "en tant que citoyens et ouvriers libres de demeurer des sujets loyaux à notre pays, afin d'aider notre gouvernement à maintenir la démocratie et combattre la dictature partout où elle s'implante. Je suis fier de déclarer que notre Union internationale a été l'une des premières sur le continent nord-américain à venir en aide aux victimes de la guerre. Nous continuerons notre tâche; c'est par ce moyen que nous réussirons à obtenir un monde meilleur." M. Dubinsky rappela ce que l'Union internationale du vêtement a fait aux Etats-Unis, au Canada, en Chine et en Grande-Bretagne, pour venir en aide aux victimes de la guerre. Il a tenu à souligner qu'elle fera encore davantage au cours de l'année pour la Croix-Rouge, les secours à la Russie et aux pauvres réfugiés. En terminant ses remarques, il affirma avec sincérité que c'est non seulement un devoir mais un privilège de prêter au gouvernement pour combattre Hitler. Les travailleurs sont disposés à faire tous les sacrifices nécessaires, mais non pas à être sacrifiés.

Lunch-souvenir

Samedi dernier, à 1 heure de l'après-midi, M. D. Dubinsky était l'hôte d'honneur des exécutifs locaux, des présidents et présidentes d'ateliers, ainsi que des agents d'affaires, à un lunch au Victoria Hall, Westmount. Plus de 500 personnes étaient présentes.

A la table d'honneur on distinguait, outre le héros de la fête, M. Dubinsky, Mes Jack Spector et M. Rubenstein, MM. Eugène Boudrias, inspecteur du comité paritaire de l'industrie du vêtement, J.-E. Beaudoin, président de la Fédération provinciale du Travail M. et Mme Bernard Shane organisateur général, Mlle Yvette Charpentier présidente de l'Union locale 262 qui présida la fête, M. Claude Jodoin, organisateur local et député de St-Jacques à l'Assemblée législative, agissant comme maître de cérémonies, M. Raoul Trépanier conciliateur du ministère du Travail fédéral, MM. Albert Eaton, John Ulene, I. Stenzor, Julius Burman et R. Robitaille.

Le Chœur des Fauvettes, élèves du professeur José Delaquerrière, exécuta l'hymne américain en français, l'Angelus de la mer, la Berceuse de Jocelyn, ainsi que O Canada et Dieu sauve le Roi.

Discours

Mlle Yvette Charpentier, dans un discours fort approprié, souhaita la bienvenue à M. David Dubinsky. Elle fut suivie par M. Julius Berman, qui suggéra que le prochain congrès de l'Union internationale ait lieu à Montréal.

M. Bernard Shane s'est fait l'interprète des 7,000 membres pour souhaiter une cordiale bienvenue à M. Dubinsky. Il déclara que les membres de l'ILGWU étaient respectés par les employeurs, les amis et les adversaires. A un moment donné, M. Shane présenta un riche cadeau à M. Dubinsky en signe de reconnaissance. Ce dernier remercia les donateurs avec émotion. M. Dubinsky fit un magistral dis-

L'étiquette de l'union des métiers de l'imprimerie

Le Conseil des métiers alliés de l'imprimerie a tenu sa première réunion de l'année mardi soir, sous la présidence de M. Walter Forrest. M. R.-M. Bennett agissait comme secrétaire temporaire, en remplacement de M. James Philip, sérieusement malade depuis plusieurs semaines.

La principale question qui souleva un vif débat fut l'étiquette de l'union qui est émise par le Conseil des métiers alliés de l'imprimerie aux ateliers qui se conforment aux conditions de l'Union et dont les employés font partie des diverses unions internationales qui sont affiliées au Conseil, et cela sans exception.

Un cas spécial s'est présenté. Il s'agissait d'étudier la demande du gérant d'une grande imprimerie de travaux de ville, qui demande le privilège de se servir de l'étiquette de l'Union. Le Conseil a décidé de lui accorder ce privilège à condition qu'un contrat en bonne et due forme soit signé.

Une délégation a été nommée pour entrevoir le gérant de cette imprimerie et lui expliquer les conditions exigées.

Le secrétaire G. Brunelle donna lecture d'une lettre du Conseil des Métiers de la métallurgie demandant des renseignements au sujet de l'étiquette de l'Union. Les renseignements demandés seront fournis au plus tôt aux intéressés.

Le Conseil ajourna l'assemblée au deuxième mardi de février, le 9.

Installation d'officiers

L'Union locale 1552 des lambrisseurs de navires, affiliée à l'Union internationale de Débardeurs, procédait, samedi dernier, à l'installation des directeurs pour 1943.

Il y eut à cette occasion une fête à laquelle tous les membres assistaient, à la salle des cordonniers, 1331A, rue Sainte-Catherine Est.

M. Jos. Gieau, vétéran de l'Union locale 1552, présida l'installation des officiers. Voici les noms des officiers élus lors des élections de décembre dernier:

Président, F.-A. Robillard, réélu pour la 24e fois; vice-président, H. Milot; secrétaire-archiviste, Eugène Germain; secrétaire-financier et trésorier, Albert Marot, réélu pour son 24e mandat; agent d'affaires, Jos. Arcand, réélu pour la troisième année, depuis la mort d'Edouard Henri; gardien, Oscar Bouchard; Syndics, Jos. Tanguay, E. Péloquin et G. Cardinal. Chacun de ces officiers promit et déclara solennellement de travailler pour l'amélioration du sort des membres de cette union.

Des discours furent prononcés par chacun des officiers. Entre autres le président Robillard remercia les membres pour la confiance qu'ils lui ont témoignée en le réélisant pour son 24e mandat. M. Robillard fit allusion à la fermeture du port de Montréal, due à la guerre. Il fit un appel à la collaboration et à l'unité de tous les membres. Il insista pour que les membres conservent leur organisation qui est appelée à leur rendre de grands services, après la guerre, alors que nous ne savons pas ce qui peut arriver.

MM. Albert Marot et Jos. Arcand adressèrent également des remerciements aux membres qui leur ont renouvelé leur confiance.

Parmi les invités, on distinguait M. Emile Poirier, contremaître, MM. Anatole Rivest et J.-H. Denis, taverniers, et Ben. Drolet, chroniqueur du *Monde Ouvrier*.

Cette cérémonie fut suivie d'un concert-boucan où tous s'amusaient fraternellement.

cours, ainsi que MM. J.-E. Beaudoin et Raoul Trépanier.

Bref, ce fut une fête sans précédent.

Nous avons remarqué que le lunch fut servi par les commis, membres de l'Union locale 382 des Employés d'hôtels et de restaurants.

LABOR DIRECTORY

CONSEIL DES METIERS ET DU TRAVAIL DE MONTREAL — MONTREAL TRADES AND LABOR COUNCIL. — Meets every 1st and 3rd Thursday of each month — s'assemble les premier et troisième jeudis de chaque mois à la salle de l'Assistance Publique, 458, rue La Gauchetière Est. Président, Paul Fournier 1440 Bleury; secrétaire-correspondant — correspondant, J. E. Garlépy, 11, rue Saint-Paul ouest, Tél. L.A. 5361; vice-présidents Onésime Renaud, 909 boulevard St Laurent; J.-M. Shannon, 400, rue Champ-de-Mars, Tél. M.E. 1182.

ALLIED PRINTING TRADES COUNCIL. — To promote the interests of Allied Union Label (which can be had in French or English). The following organizations comprise the Council: The Typographical Union No. 176, Jacques-Cartier Typographical Union No. 145, Printing Pressmen and Assistants' Union No. 52; Brotherhood of Bookbinders and Bindery Women's Union No. 91; Photo-Engravers Union No. 9; Stereotypers and Electrotypers Union No. 33; Associate member; Amalgamated Lithographer of America No. 27; President, W. Forrest; vice-president, G. Argin; Recording Secretary, Georges Brunelle; Secretary-Treasurer, James Philip, Room 103, 686 Notre-Dame St. W., Tel. MA. 7389; Executive, John Moore, J.-A. Ardonin and W.-A. Dawson; Auditors, J. A. Richard and H. T. Thorneycroft. Council meets second Tuesday of each month at 909 St. Lawrence Blvd.

UNION TYPOGRAPHIQUE JACQUES-CARTIER No 145. — S'assemble le 1er samedi du mois, à la salle de l'Union du commerce, 1079, rue Berri. Président, Joseph Saint-Hilaire, 4115, rue Papineau, Tél. CH. 7174; secrétaire-trésorier, Ch.-E. Chalifour, 7330, rue Christophe-Colomb, Tél. PO. 3771.

TYPOGRAPHICAL UNION No. 176 — Meets first Sunday of each month at the Mount Royal Hotel. R. M. Bennett, President, 337 Melrose Avenue, Verdun; James Philip, Secretary - Treasurer, Room 103, 686 Notre Dame W.; Business hours: 9:00 a.m. to 5 p.m., Saturday, 9:00 a.m. to 1:00 p.m.; Tel. MA. 7489.

CONSEIL DE DISTRICT DE MONTREAL DE LA FRATERNITE UNIE DES CHARPENTIERES-MENUISIERES D'AMERIQUE. — MONTREAL DISTRICT OF CARPENTERS AND JOINERS OF AMERICA. — President Ferdinand Doucet; vice - president, Elzéar Bernier; secrétaire, Edouard Larose; trésorier, E. Lanthier; exécutif, J.-A. Chamberlain, Emery Lanthier, B. Labeille; gardien, Georges Bélaïr; agent d'affaires, Edouard Toussaint. Assemblée chaque mercredi, à 8 h. du soir, au Monument National, chambre 10.

U. L. 134, s'assemble tous les lundis soirs, au Monument National, chambre 11. N. Lheureux, secrétaire.

N. L. 178, s'assemble tous les 1er et 3e jeudis de chaque mois, au Monument National, chambre 10. Jos. Remy, secrétaire, 8813, rue Henri-Julien.

C. L. 1127, s'assemble tous les 2e et 4e lundis, au Monument National, chambre 10, Manuel Bourque, 2129 Chapleau.

U. L. 1244, s'assemble tous les 2e et 4e lundis, à 1252, rue Stanley, H. R. Salter, secrétaire, 4621 boul. Décarie. N. D. G.

U. L. 1300 s'assemble tous les 1er et 3e lundis, 4030 ouest, Notre-Dame; H. Martin, secrétaire, 3845 rue Claude Verdun.

U. L. 1375, s'assemble tous les 1er lundis, à 168 — 1ère Avenue, Lachine, Harris Daoust, secrétaire, 168 — 1ère Avenue, Lachine.

U. L. 1558, s'assemble les 2e et 4e vendredis, à 2138, rue Valois, Paul Vigeant, 1464 St-Germain. Membres Associés ce local s'assemble le 2e mardi au Monument National, chambre 11.

UNION DES EMPLOYES DE TRAMWAYS DE MONTREAL, Local 790, Association des Employés de Tramways électriques et de chauffeurs d'Autobus d'Amérique. — MONTREAL TRAMWAYS EMPLOYEES' UNION Local 790, Amalgamated Association of Street Electric Railway and Motor Coach Employees of America. — Quartiers généraux. — Headquarters, 1153, St-Denis, Tel. L.A. 2503. Officiers. — Officiers d'affaires: Beaudoin, président et agent d'affaires; Jean Renaud, vice-président; O.-A. Neveu, sec. financier; Victor Trudeau, assistant agent d'affaires; Alberto Brodeur, agent d'affaires; Joseph Barbusel, secrétaire-correspondant; W. Latour, sentinelle. Le local se réunit le 2e mercredi de chaque mois, à la salle de l'Union du Commerce, 1079, rue Berri, et l'exécutif le lundi précédant l'assemblée régulière à 1153, rue Saint-Denis.

FRATERNITE DES PEINTRES DE CORATEURS, Local 349. — S'assemble tous les lundis du mois au No 1331A rue Ste-Catherine est. Président, Raoul Gervais, 4206 Marquette, Tél. FR. 4119; Vice-Président, J. L. Morel, 1150 Amherst, FR. 4152; Secrétaire-Correspondant, Lucien Gauthier, 2119 Montcalm, FA. 2956; Trésorier, L.-P. Boiselle, 564 Gounod, Secrétaire-Financier, Ernest Desève, 6033 St-Dominique; Conducteur, Albert Goudreau, 9078B est Notre-Dame; Gardien, Jos. Girard, 8145 St-André; Auditeurs: Arthur Boisvenu président, 4621 Colonel; H. Leduc et Marc Prévost, sentinelle. Agent d'affaires, Ernest Desève, bureau 1331A rue Ste-Catherine est. Heures de 8 à 9 heures, le matin et de 4 à 5 heures l'après-midi, tél. CH. 6511.

UNION DES TRAVAILLEURS DE LA CHAUSSURE, Local 219. — Boot & SHOE WORKERS' UNION. — S'assemble tous les mercredis soir à 1331A est, rue Ste-Catherine. Président, Jos. Groux, 3446 Dorion; vice-président, René Champagne, 10645 Sackville, DU. 3518; 2e vice-président, L. Rendeau, 2013 Sicard, secrétaire-archiviste et correspondant, N. Gervais, 2112, rue Wolfe; secrétaire financier, trésorier et agent d'affaires, Charles McKecher, 1331A est, rue Ste-Catherine, T51 CH. 6511; résidence, CL. 7125; assistant agent d'affaires, Lionel Thibault, 4670, rue Papineau, T51 AM. 7602; sentinelle, Phyllis Leclair, 1398 est, rue Ste-Catherine. L'exécutif s'assemble le 1er et le 3e vendredi du mois à 1331A est, rue Ste-Catherine. Président, Rosario Nibert, 3524 Dorion, CH. 3987; vice-présidente, Mlle Alice Plandon, 921 Dorchester est; secrétaire, Jos. Beaurgard, 1508 rue Beaudry.

AL. BENOIT-BENOIT PROTECTAL INC.

Vous pouvez vous procurer à

CREDIT

LUNETTES D'APPROCHE — THERMOMETRES BAROMETRES — YEUX ARTIFICIELS

OUVREZ UN COMPTE COURANT

1617 ST-DENIS

MAISON D'AFFAIRES A ENCOURAGER

HOPITAL STE-THERESE
 Maternité Privée Licenciée
 Plaçons Bébés
 Médecins Spécialistes
 Gardes-Malades enregistrées



Private Maternity Hospital
 Babies placed and well taken care of
 Maternity Specialists
 Graduate Nurses

4824, SAINT-DENIS MONTREAL LANcaster 1022

H. JOLICOEUR & CO.
 "Service prompt et courtois"

Salopettes, uniformes, serviettes, loués, réparés, nettoyés, pour garages, entrepôts, usines, etc., de tous genres.

Overalls, Uniforms, Towels supplied, repaired, cleaned, for Garages, Warehouses, Factories, etc., of all kinds.

4126 PARTHENAIS MONTREAL AM. 3140

MONTREAL AUTO SPRING SERVICE
 REPARATIONS ET REMPLACEMENTS DE RESSORTS
 Alignement de roues et service complet du volant
 Amortisseurs reconstruits à neuf.

931 ST-ALEXANDRE L.A. 2236-37

Demandez à votre fournisseur LES "SALOPETTES"

C. P. R.
 un produit de chez nous vendu d'un océan à l'autre
 CANADIAN OVERALL REG'D.

6651 Des Ecores MONTREAL
 Fabriqué par: SALOPETTES CANADIENNES ENR'G.

MARquette 9331 ALEX. JULIEN, prop.

HOTEL PLAZA ENR'G
 CHAMBRE \$1.50 — REPAS 50c ET PLUS
 Téléphone et eau courante dans chaque chambre.

446 Place Jacques-Cartier MONTREAL

Un projet où les peintres auront à se prononcer

Le premier acte de l'Union des peintres, décorateurs et tapissiers d'Amérique a été, au cours de sa réunion de lundi dernier, de renouveler son abonnement annuel au *Monde Ouvrier*.

M. Raoul Gervais présidait, assisté du vice-président J.-L. Morel. Le secrétaire Lucien Gauthier donna lecture de lettres du ministère de la Défense nationale et de M. Marcel Francq, secrétaire de la Fédération provinciale du Travail. La première avait trait à une demande de laisser passer M. E. Desève, agent d'affaires, pour visiter les chantiers de guerre. M. E. Phillip informe les intéressés de s'adresser à M. J.-A. D'Aoust, secrétaire du Congrès des Métiers et du Travail du Canada, pour obtenir ce permis.

Pour ce qui est de la deuxième lettre, M. Marcel-E. Francq déclare être d'accord avec les protestations de l'Union, en ce qui concerne l'absence de l'étiquette de l'Union sur les inscriptions qui ornaient la salle du marché Atwater, lors de la dernière assemblée de protestation contre la politique ouvrière du gouvernement fédéral; il dit que dans l'avenir des mesures seront prises pour empêcher la répétition d'un semblable incident.

L'Union locale 349 aura à donner son approbation à un projet du Bureau général, à l'effet que ce dernier proposera un referendum pour établir une cotisation spéciale pendant six mois, afin de venir en aide aux 8,000 peintres enrôlés dans les armées américaine et canadienne. Il est à prévoir que 2,000 autres membres seront appelés bientôt sous les armes.

Comme les contributions annuelles ne pourront pas suffire à rencontrer les futures obligations de la caisse de décès et d'incapacité, le Bureau général a décidé d'établir une caisse à cette fin. C'est également l'intention de l'Union internationale d'acheter des bons de la Victoire des gouvernements des Etats-Unis et du Canada.

Les délégués Gervais, Morel et Mondor ont présenté un intéressant rapport des délibérations du Conseil des Métiers et du Travail.

M. Ernest Desève, agent d'affaires, fit rapport de ses démarches auprès de M. L.-M. Lymburner, du Service sélectif national, pour obtenir le privilège d'émettre des permis de travail pour les peintres sans emploi.

Le président Gervais initia cinq nouveaux membres.

Progrès des employés de tavernes

L'Union des employés de tavernes, local 200, a tenu sa première réunion de l'année, dimanche, sous la présidence de M. Jos. Robillard, assisté du vice-président Jules Rattelle et du trésorier W.-A. Brunet.

La réunion était nombreuse, cependant elle fut très courte, vu l'absence des secrétaires Charles Lalonde, retenu chez lui pour affaires urgentes, et Eugène Duplessis, alité pour cause de maladie grave.

Toutefois, M. Roméo Savard, directeur du recrutement, a rapporté que le recrutement va bon train. Il souligna que les travailleurs semblent commencer à discerner le bien qu'ils retireront de leur adhésion à l'Union de leur profession. Le fait est qu'il fit obtenir de l'emploi à 15 membres depuis le commencement de l'année. Il annonça que plus de 80 recrues seront initiées à la prochaine réunion qui aura lieu dimanche, le 24 janvier.

N'ayant pas d'autres affaires importantes à soumettre aux membres, l'assemblée se termina, après que M. W.-A. Brunet, trésorier, eut formulé ses souhaits de bonne et heureuse année à tous les membres de la profession ainsi qu'aux employeurs.

Le sol se dérobo sous leurs pas

(Suite de la page 1)

les ministres du gouvernement provincial pour conjurer le mal. Car, comme on le sait, ils croient qu'ils sont les seuls à posséder le pouvoir de résoudre les problèmes ouvriers dans la province de Québec (et partout ailleurs, si on les laissait faire, si les ouvriers voulaient se laisser bernier par eux). Mais songent-ils qu'en dépit du fait qu'ils invoquent les encycliques des papes pour justifier et asseoir solidement leurs syndicats, ils n'ont rien fait depuis 1891, date de *Rerum Novarum*, à 1918, alors que, sous l'instigation des Jésuites, ils ont commencé à fonder des syndicats. Le clergé qui tend à étendre sa domination sur toute la province, dans le domaine ouvrier, était opposé à l'organisation ouvrière avant 1918; il ne se préoccupait pas du sort de la classe laborieuse comme telle, se croyant chargé uniquement du salut de l'âme des ouvriers, même si ceux-ci mouraient de faim. Mais, lorsqu'il apparut que l'organisation ouvrière leur fournirait un champ illimité d'action et de domination (car ils sentaient que les ouvriers qu'ils voulaient tenir dans l'isolement, sans protection, leur échappaient), quelques religieux plus clairvoyants et plus audacieux décidèrent qu'il fallait s'occuper des ouvriers, que les salaires et les conditions de travail étaient des questions religieuses. De là à fonder des syndicats catholiques, il n'y avait qu'un pas: il fut vite franchi.

La classe ouvrière a-t-elle tiré profit de leur intervention dans le domaine ouvrier? Un peu, si l'on considère qu'ils ont pu parvenir à organiser des ouvriers qui étaient complètement réfractaires à toute union ouvrière. Autrement, le résultat fut très mince, pour ne pas dire nuisible; en effet, n'est-ce pas l'avènement du syndicalisme catholique qui a causé la division de la classe ouvrière? Qui pourra dire tout le mal subi par la classe laborieuse par cette division néfaste?

Et maintenant, après une ère de prospérité factice assez prolongée, le syndicalisme catholique est dans une impasse. Il met toutes voiles dehors pour forcer le blocus constitué par le trade-unionisme international, le seul qui peut sauver notre classe ouvrière. Tous les écrivains capables de porter une plume, tous les orateurs à la parole convaincante, tous les moyens disponibles sont mis à contribution pour faire la lutte au trade-unionisme international; on a recours à tous les subterfuges, au mensonge même, pour éloigner les ouvriers du seul véritable trade-unionisme. On revient encore aux accusations de neutralité des unions internationales qui veulent que les ouvriers s'occupent de leur domaine et que le prêtre, dont c'est la mission, s'occupe du salut éternel de tout le monde, y compris les ouvriers. Que nos éducateurs et nos ministres de la religion forment des catholiques à la foi vive, aux principes solides, et ils n'auront pas à craindre que ces chrétiens, en tant qu'ouvriers, trahissent ni leur religion ni leur patrie dans leurs relations ouvrières. Ce n'est pas par la méfiance dont a fait preuve le clergé avant 1918, à l'égard de la classe laborieuse et de son organisation ouvrière, qu'il fera oeuvre de rapprochement entre les deux, non pas que nous cédions qu'ils sont séparés par une cloison étanche, car ce n'est pas le cas: les ouvriers considèrent le prêtre comme leur ami et leur conseiller, leur guide spirituel envoyé par Dieu pour leur faciliter le salut éternel. Ils sont si respectueux de leur religion, qu'ils ne veulent pas la mêler à leurs discussions des problèmes ouvriers et, pour éviter toute équivoque, ils ont inséré dans les constitutions de leurs unions, un article défendant toute discussion religieuse. C'est ce qu'on appelle la "neutralité religieuse" des trade-unions. Cependant, il n'y a aucun article défendant l'application des principes religieux aux questions qu'ont à régler les trade-unionistes. Ils savent que les querelles religieuses, comme les querelles de famille, sont les plus virulentes et les plus difficiles à raccommoier. Un bon catholique ne fera pas sciemment une application fautive de la doctrine religieuse simplement du fait qu'il est membre d'une union ouvrière neutre.

C'est au détour qu'on nous attend. On nous dira que si les unions internationales avaient des aumôniers pour guides, il n'y aurait aucun danger pour leurs membres de tomber dans l'erreur. C'est probablement vrai, mais il est aussi connu que, sauf erreur de notre part, une telle demande a déjà été formulée et que les autorités religieuses ont fait la sourde oreille...

Les grèves que l'on reproche aux unions internationales ne sont pas plus désastreuses que celles déclarées en ces dernières années par les syndicats catholiques: surtout au point de vue ouvrier. Et, malgré tout le bien accompli par les unions internationales, on ne néglige aucune occasion et aucun moyen de les éclabousser. On leur jette la boue à grande pelletée. Si un peu de cette boue nous atteint elle est en grande partie répandue dans le public par les tracts et les causeries de nos propagateurs "plus catholiques que le pape" et dont la bouche devrait être comme celle de saint Chrysostôme, — un bouche en or, capable de ne dire que la vérité. On se plaît à répandre l'erreur et la confusion dans les esprits peu ou mal renseignés. Cependant, il y aurait moyen de parler des unions internationales sans les vouer aux gémonies et sans les accuser de mener nos travailleurs au feu éternel: ce qu'on sait pertinemment n'être pas vrai. On préfère leur jeter la pierre, comme c'est le cas dans la petite brochure récente du R. P. Emile Bouvier S.J., qui s'est proposé de guider la jeunesse avide de vérité dans le domaine social. Lisez ce qu'il écrit des unions internationales, auxquelles il ne peut cependant pas s'empêcher de reconnaître une certaine compétence lorsqu'il s'agit de salaires et de conditions de travail:

"Au lieu de fortifier nos corps professionnels nous les étouffons par nos divisions. Je m'en tiens, pour l'instant, au syndicalisme. Trouvez-moi un non-sens plus flagrant que celui de vouloir résoudre le problème ouvrier chez nous en lui substituant la formule internationale américaine

(Suite à la page 4)



Le Gin de Kuyper
 est célèbre pour
 Sa Réelle et
 Authentique Saveur
 de Hollande

Le gin de Hollande qui se vend le plus dans la province de Québec et dans le monde entier.

10 onces, 20 onces, 40 onces,
\$1.15 \$2.70 \$3.90

Distillé et embouteillé au Canada sous la surveillance directe de John de Kuyper & Son. Distillateurs Rotterdam, Hollande. 357F

CE PRODUIT SE RECOMMANDE D'UNE EXPERIENCE DE 245 ANS
 Maison fondée en l'an 1695

LE MONDE OUVRIER — THE LABOR WORLD

Est publié par la Fédération provinciale du Québec chaque semaine, dans le but de promouvoir de la législation sociale tendant à protéger et à améliorer le sort de la classe ouvrière de cette province.

Exécutif : J.-Elphège Beaudoin, président, Jos. Matte, J.-B. Arsenaull et R.-M. Bennett, vice-présidents, Marcel Franço, secrétaire-trésorier et rédacteur, Henri Richard, rédacteur associé.

Adressez toutes les communications à Casier Postal 6094

Téléphone: LAncastrer 7808

Imprimé par Mercantile Printing Ltd., 11 ouest, rue St-Paul, Montréal



Is published by the Quebec Provincial Federation of Labor weekly, for the purpose of promoting legislation towards the protection and advancement of the working class of the Province of Quebec.

Executive: J. Elphège Beaudoin, president, Jos. Matte, J. B. Arsenaull and R. M. Bennett, vice-presidents, Marcel Franço, secretary-treasurer and editor, Henri Richard, associate editor.

Address all communications to Postal Box 6094

Telephone: LAncastrer 7808

Printed by Mercantile Printing Limited, 11 St. Paul Street West, Montreal

Le sol se dérobe sous leurs pas

(Suite de la page 3)

dont l'esprit, la méthode, les procédés restent pour nous artificiels étant basés sur une philosophie matérialiste du travail et du salaire. Quelle bêtise, quelle stupidité pour une main-d'œuvre ouvrière catholique et canadienne-française de se laisser conduire par une poignée de gens — sincères sans doute — mais dont la mentalité s'oppose carrément à la nôtre. Quelle éducation syndicale et ouvrière peut sortir de cerveaux qui voient le travail dans la perspective de la lutte des classes et des grèves. Comment pouvez-vous inspirer une législation ouvrière, l'assainir et la christianiser avec des principes neutres et surtout comment pouvez-vous la rendre familiale? Tant que le syndicalisme se limite aux problèmes concrets de la vie matérielle comme les salaires, les heures et les conditions de travail, la pauvreté doctrinale du syndicalisme international ne porte pas à conséquences. S'agit-il de points vitaux comme la religion, la famille et la patrie, le syndicalisme international, par suite de sa neutralité religieuse et nationale, n'a plus en lui les clés de solutions qui conviennent à la main-d'œuvre ouvrière canadienne-française. Or, sur le front syndical, les forces se liguent, même dans la bureaucratie fédérale, contre le syndicalisme de la province. Qu'on se rappelle l'attitude de certaines industries, l'attitude de la Donnacoma Pulp & Paper Co., de la Philip Carey, de la Dominion Lime, de la Canada Paper de Windsor Mills, de la Gaspesia Sulphite & Paper Co., de Chandler, de la Lake St. John Power & Paper de Dolbeau, de la Price Brothers (voir *Relations*, novembre 1942). Partout l'Internationale prend le haut du pavé pendant que le syndicalisme catholique essuie défaite sur défaite. Et la défaite du vrai syndicalisme tourne en défaite contre la famille ouvrière. — *Votre tâche, Jeunesse*, par le Père Emile Bouvier, S.J., 1942.

C'est une dure lutte qu'ont à soutenir les unions internationales, mais elles ne failliront pas à leur devoir. Il est dur de dire leurs vérités à nos adversaires, mais la vérité finit toujours par se faire jour, on ne peut la tenir sous le boisseau. Nos adversaires, s'ils sont de bonne foi, doivent reconnaître que la division dans les rangs ouvriers est toujours une cause de défaite. Nous n'osons pas les inviter à revenir au bercail, mais s'ils décident d'y revenir ils seront les bienvenus.

R. HACHETTE.

Réparations à vos immeubles immédiatement

M. L.-M. Lymburner, fils, surintendant régional adjoint et directeur du bureau local de placement et du Service sélectif national, invite tous les propriétaires de maisons de rapport et d'immeubles de toutes sortes, à profiter des mois de janvier et février pour faire leurs travaux de réparations car il y a actuellement un nombre suffisant de menuisiers et de peintres disponibles pour répondre à leurs besoins.

Par contre, il sera probablement très difficile au printemps d'obtenir la main-d'œuvre nécessaire. Par conséquent, en faisant leurs réparations ou leurs travaux de construction immédiatement, les propriétaires en plus d'aider aux ouvriers à traverser une saison morte s'éviteront bien des difficultés.

M. Gérard Gobeil réélu président

Nous apprenons avec joie que M. Gérard Gobeil a été réélu par acclamation pour un troisième terme président de l'Union internationale des chauffeurs d'autobus de la Compagnie de Transport Provincial, local 1157, lors des nominations, le 10 janvier dernier.

Il y aura élection, mardi prochain, le 19, pour les postes de vice-président, secrétaire-trésorier et représentants du garage.

Nous prenons la liberté de féliciter notre ami Gobeil pour la confiance que les membres du local 1157 lui ont de nouveau témoignée.

On suspendra l'avis de sept jours pour les employés temporaires

D'après une nouvelle venant d'Ottawa on affirme que la loi exigeant un avis de sept jours avant le renvoi ou la démission d'un employé sera suspendue pour les employés temporaires.

Les nouvelles lois relatives à la main-d'œuvre, qui sont présentement étudiées par le cabinet fédéral prévoient l'exemption de l'avis de sept jours pour les personnes engagées pour moins de 30 jours. Cette exemption s'étendrait aussi aux employés qui travaillent dans la construction.

On a également parlé d'une loi permettant le transfert obligatoire dans une industrie de guerre des hommes qui ont été trouvés inaptes au service militaire.

Une réunion des chefs ouvriers à Ottawa

MM. J.-E. Beaudoin et Marcel-E. Franço, respectivement président et secrétaire de la Fédération provinciale du travail de Québec, sont partis pour Ottawa, pour assister à la réunion de tous les principaux chefs ouvriers des Unions internationales du pays. MM. Beaudoin et Franço doivent soumettre aux chefs ouvriers des propositions qu'ils croient de nature à régler tous les problèmes actuels du travail.

On sait que les deux représentants de la Fédération provinciale du Travail ont eu une entrevue avec le premier ministre de la province, l'hon. Adélard Godout, lundi dernier, à Montréal.

La population du Canada augmente

La population du Canada était de 11,505,898 habitants, dont 5,900,148 hommes et 5,605,750 femmes, le 2 juin 1941, révèlent les statistiques du recensement de 1941.

On a tenu compte du nombre des hommes et des femmes faisant partie de l'armée. Lors du recensement de 1931, la population du Canada était de 10,376,786.

Voici maintenant quelle est la population de chaque province: Québec, 3,331,882 (la population mâle est de 1,672,982); Ile du Prince-Edouard, 95,047; Nouvelle-Ecosse, 577,962; Nouveau-Brunswick, 457,401; Ontario, 3,787,655; Manitoba, 729,741; Saskatchewan, 395,992; Alberta, 769,169; Colombie Anglaise, 317,861; Yukon, 4,914; Territoires du Nord-Ouest, 11,271.

La défense des petites entreprises

New-York, 12. — Le sénateur James-E. Murray, démocrate du Montana, a critiqué le "secret gouvernemental" dans l'administration du rationnement des civils et il a demandé une pleine révélation publique de la politique de rationnement de guerre adoptée par le gouvernement.

Dans un discours destiné à une conférence de l'association nationale des merciers, Murray a dit que le fait de ne pas communiquer au public les raisons des diverses mesures de rationnement aura un mauvais effet sur le front intérieur.

"Le public doit toujours savoir ce que le gouvernement fait et les raisons des mesures qu'il prend", a-t-il dit. "Sur le front intérieur, nos administrateurs n'ont pas fait confiance au public pour ce qui est de l'approvisionnement et de la distribution."

M. Murray affirme que les administrateurs gouvernementaux devraient s'abstenir de toute autre mesure de rationnement ou contrôle des prix avant d'avoir consulté les industries et groupes de consommateurs qui seront touchés.

"Le peuple américain tient à gagner la guerre", a-t-il dit. "Il ne devrait pas être harcelé ou voir ses entreprises commerciales détruites par des règlements arbitraires ou injustifiés. Il ne devrait pas être ignoré dans la préparation de règlements qui peuvent valoir une sentence de mort pour des entreprises qu'il a fallu une vie pour édifier."

Le sénateur Murray, qui est le président du comité sénatorial des petites entreprises, soutient que ces petits établissements devraient être mieux représentés dans les associations commerciales et les comités industriels représentatifs.

Il a dit encore aux détaillants de merceries que les comités des petites entreprises, au Sénat et à la Chambre, "vont frapper les bureaucrates qui ne veulent pas comprendre que les petits établissements sont nécessaires pour gagner la guerre et la paix. Nous préparons", dit-il, "une législation positive pour mettre plus de rime et de raison dans la structure de notre gouvernement de guerre."

Projet de contrat à la Sorel Industries

M. Adrien Villeneuve, organisateur du Conseil des métiers de la métallurgie, a annoncé qu'un projet de contrat de travail a été présenté, il y a quelques jours, aux représentants des Sorel Industries. Les chefs ouvriers leur ont aussi demandé d'entamer des pourparlers aussitôt que possible.

"La campagne entreprise nous a permis de recruter la majorité des ouvriers employés dans ces usines de guerre", a dit M. Villeneuve, en précisant que le but des prochains pourparlers est d'obtenir des rajustements de salaires. Il ne sera pas question du boni de vie chère, pour le moment.

Les usines emploient environ 4,000 ouvriers.

Parlons franchement

La guerre mondiale a ses répercussions dans tous les pays civilisés, elle atteint toutes les classes de la société.

Nous, Canadiens, nous avons le droit d'être fiers du rôle que nous jouons, aussi bien sur la scène militaire que sur celle de la production, la grande, la très grande majorité de notre population est unie dans l'effort de guerre, en vue d'assurer aux peuples libres une victoire totale et une paix solide.

Malheureusement, chez nous comme ailleurs, il se trouve quelques individus qui, sans faire aucun effort pour assurer la victoire, cherchent par tous les moyens possibles à miner celui de la masse des vaillants lutteurs, aussi bien des forces armées que celles de l'usine.

Toute la population saine se demande quel est le but de ces énergumènes; il est simple: se créer une popularité factice; ce sont tout ce qu'on peut appeler des pêcheurs en eau trouble.

Nous présentons aujourd'hui un exemple pour bien démontrer l'hypocrisie de ces soi-disant meneurs de foules.

Sous le voile de la tempérance, les prohibitionnistes avisés réclament des règlements draconiens à l'égard des tavernes. Pourquoi? La réponse est facile à donner: on prépare la reprise des hostilités en prenant un masque de compassion à l'égard de la classe ouvrière.

Nous sommes pour la tempérance, autant, sinon plus que ces fantoches de la prohibition; nous sommes contre les tavernes mal tenues, contre la présence des ivrognes, des flâneurs, des "piliers", dans n'importe quel lieu public, mais nous revendiquons pour l'ouvrier, pour l'employé, pour tout citoyen libre, digne de ce nom, le droit de prendre un verre de bière, après une journée de labeur, à l'usine, à l'atelier, au bureau.

A ceux qui regardent avec pitié l'ouvrier qui entre dans une taverne, nous répondrons que l'ouvrier est plus intelligent que la plupart de ceux qui sortent d'un magasin de la Commission des Liqueurs, avec un "40 onces" sous le bras, qui s'engouffrent dans leur automobile et se rendent, soit à leur bureau, soit à leur maison privée, soit ailleurs, pour régler le sort de leur emplette.

Loin de nous la pensée de critiquer la conduite de ces personnes, elles ont entière liberté d'agir à leur guise; ce que nous leur demandons, c'est de nous laisser, à nous ouvriers, le droit d'agir à notre guise, nous sommes assez grands et assez sages pour savoir nous bien conduire, nous ne sommes ni des ivrognes ni des déclassés.

Que les pontifes de la prohibition se mettent huit heures par jour, et six jours par semaine, devant une machine de précision, qu'ils supportent les trépidations et le bruit assourdissant de tout un atelier et ils comprendront peut-être que quelques instants de détente sont nécessaires à l'homme, surtout, si cet homme, qui sort de la fournaise, doit s'engouffrer pendant une demi-heure, souvent davantage, dans un tramway rempli au double de sa capacité et dans lequel il doit se tenir debout et se soutenir comme il peut, quand la chose est possible.

Oh! l'ouvrier comprend bien la liberté, il sait que la Commission des Liqueurs, les clubs de jour et de nuit, les grands banquets ne sont pas à sa portée; il n'est pas jaloux, il n'envie pas le sort de ceux qui s'installent devant des tables garnies de mets plantureux et de flacons prometteurs; ce qu'il veut, c'est être libre d'agir à sa guise en autant que sa manière de faire ne cause de préjudice à personne.

C'est pourquoi, nous réclamons pour la classe ouvrière le droit de s'asseoir dans une taverne; libre à l'ouvrier d'en profiter s'il le juge convenable, libre également de passer tout droit, s'il le préfère.

Nous combattons pour la liberté au delà des mers, qu'il nous soit permis d'en faire autant sur notre sol natal, ce pour calmer les ardeurs de la clique prohibitionniste, nous sommes heureux d'affirmer que nous sommes pour la tempérance, la vraie, beaucoup plus que la plupart de ceux qui cherchent à l'imposer... aux autres.

UN LECTEUR.

Au Conseil de district des charpentiers et menuisiers

Le Conseil de district de la Fraternité unie des charpentiers-menuisiers d'Amérique vient de commencer l'étude des modifications qu'il veut apporter au contrat collectif des métiers du bâtiment, lors de son renouvellement, en avril prochain.

"Il est tout probable", a déclaré le secrétaire Édouard Larose, "que nous réclamerons l'augmentation du salaire de base de certains ouvriers de métier et l'amélioration des conditions de travail prescrites dans l'entente."

Quant au boni de vie chère actuel de cinq cents de l'heure, il n'est pas question de le changer pour le moment.

On ne peut d'ailleurs le modifier avant le mois de septembre, date de son expiration.

Les modifications suggérées seront soumises pour approbation au Conseil des métiers du bâtiment des Unions internationales qui entamera ensuite les pourparlers avec les entrepreneurs.

Meilleur sort des ouvriers

M. Hugh Dalton, ministre de la guerre économique en Grande-Bretagne, a fait cette semaine un exposé par lequel la Grande-Bretagne de l'après-guerre jouira d'un standard de vie plus élevé, de travail en abondance et de conditions de logement plus salubres.

Portant la parole à Stoke-on-Trent, M. Dalton a affirmé que seuls les gens dont l'esprit est paralysé peuvent nier qu'il y ait moyen de procurer du travail à tous par de nouvelles méthodes.

Tout en déplorant que le quart de la population anglaise soit massé dans le Londres métropolitain, il a dit espérer que les villes nées de la guerre survivraient.

M. Dalton a conseillé aux constructeurs et aux ouvriers d'élaborer certains plans pour indiquer au gouvernement de quelle façon l'industrie pourrait sortir de la vieille routine.

NAP. COURTEMANCHE LTEE
 ASSURANCES GENERALES
 Vos effets de ménage, votre auto, votre maison
 11200, rue Notre-Dame CL. 7375
 Montréal-Est P. A. . 400

CHARLES DUVAL
 NOTAIRE — NOTARY
 Commissaire de la Cour Supérieure
 10 Ouest, rue St-Jacques — 7ième Plancher
 Téléphones : HA. 6125 & 6121
 Règlements de Succession — Contrats de Mariage — Achat et vente de propriétés — Prêts sur hypothèque — Assurance-feu
 Pour les membres d'unions ouvrières, bureau le soir sur demande

Téléphone : CLairval 7161 A. GUEVIN, prop.
SALON LAURENCE
 EXPERTES COIFFEUSES POUR DAMES
 EXPERT HAIRDRESSERS FOR LADIES
 4550 Est, Ste-Catherine East MONTREAL

Tél. CLairval 0034
LUCKY BOY RESTAURANT
 A LONGPRE, prop.
 Cigares — Cigarettes — Bonbons — Crème glacée
 Liqueurs douces
 Spécialités : Hot Dogs, Sandwiches, Hamburger
 4948 ONTARIO, Coin Viau VIAUVILLE

Téléphone : BElair 2717 Etablie depuis 15 ans
ROMEO TONDI
 DECORATION INTERIEURE
 Spécialité : MEUBLES SUR COMMANDE
 REMBOURRAGE — REPARATION
 4156, RUE SAINT-DENIS MONTREAL

LA BIJOUTERIE PAUL ROLLAND
 Comptes courants ou par versements
 ¼ comptant, minimum \$5.00. Versements \$1.25 par semaine. Plus ¼ de 1% d'intérêt sur le solde.
 381 Mont-Royal E., MA. 6892

Au Conseil des Métiers de la construction

Le Conseil des métiers du bâtiment de Montréal procédait, jeudi soir, à la mise en nomination, à l'élection et à l'installation de ses officiers pour l'exercice 1943. M. Ben. Drolet, chroniqueur du *Monde Ouvrier*, présida la cérémonie.

Le résultat est le suivant : Président, J.-A. Charron, réélu par acclamation pour son 12e mandat ; vice-président, J.-A. Chamberland ; secrétaire-archiviste et correspondant, Edouard Larose ; secrétaire-financier, Onésime Renaud, réélu par acclamation ; trésorier, Oscar Boyer ; statisticien, L.-P. Boisselle ; sergent d'armes, Elzéar Bernier ; syndics : N. L'heureux, H. Landry et Roger Sanscartier.

La séance se continua par le rapport du délégué Ed. Larose, représentant le Conseil au Comité paritaire de l'industrie du bâtiment. Il mentionna que 301 visites furent faites par les inspecteurs sur les divers chantiers ; \$1,064 de réclamations ont été faites depuis le 1er janvier ; \$1,573.63 ont été payés en réclamations. Les nouvelles réclamations au bureau se chiffrent à \$1,365.64.

Vint ensuite la question de négocier un nouveau contrat de travail. Malgré que les délégués croient que la chose sera difficile, l'étude des amendements est commencée.

Le délégué L.-P. Boisselle, de l'Union des peintres, a soulevé la discussion sur la clause du contrat actuel relative à l'entretien des édifices publics et autres. Après une vive discussion, le Conseil s'est prononcé contre le maintien de cette clause dans le futur contrat de travail. Le Conseil s'ajourna ensuite au jeudi, 28 janvier.

Le local 249 entend poursuivre sa campagne d'organisation

Le local 249 des cordonniers a discuté des questions très importantes au cours de sa première réunion de l'année, mercredi soir, sous la présidence de M. Jos. Giroux assisté du vice-président L. Riendeau.

La question d'une campagne d'organisation que le local se propose de poursuivre dans l'intérêt de tous les travailleurs en chaussures semble rencontrer l'assentiment des officiers et des membres en général. Plusieurs suggestions ont été faites par les confrères Lionel Thibault et Jos. Lemieux à ce sujet, entre autres on proposa un amendement à la constitution générale en ce qui concerne les bénéfices mortuaires.

La constitution actuelle prévoit le paiement sur la preuve du décès d'un membre qui a été deux ans consécutifs membre de l'Union ; celle-ci paie à ses héritiers un bénéfice de \$150.00 et après trois ans consécutifs ou plus \$300.00. On prétend que ce bénéfice n'est pas suffisant, que l'Union internationale devrait faire davantage.

Une autre suggestion a été que les membres qui auraient plus de 25 années d'unionisme à leur crédit à 60 ans soient exemptés du paiement de leurs cotisations hebdomadaires.

Ces questions qui sont d'une importance vitale seront soumises à la convention de la B.S.W. Union qui se tiendra selon toute probabilité en juin prochain.

MM. C. McKercher et Lionel Thibault relevèrent le beau geste de la Compagnie Slater Shoe qui réunissait tous ses employés à un déjeuner samedi dernier en la salle Lafontaine, rue Sherbrooke, auquel

ils étaient les invités d'honneur. Cet événement remarquable restera mémorable dans l'industrie de la chaussure de cette ville, lequel est de nature à cimenter les bonnes amitiés entre les ouvriers et les directeurs de la compagnie. On ajoute que la Slater Shoe avait eu une marque de reconnaissance à l'endroit de ses vieux employés en leur payant une pension.

Un vote de remerciements a été pris à l'unanimité à l'adresse de M. Eugène Gibeau, président de la compagnie, pour l'heureuse idée qu'il eut de convier tous ses employés à une fête qui établira sûrement l'harmonie entre le capital et le travail.

M. C. McKercher fit un exposé substantiel de ses travaux et de ses visites dans les fabriques de chaussures qui fut approuvé. Les intéressés apprirent avec joie la nomination de M. Charles McKercher comme marguillier de la paroisse Saint-Bernard de Thétaultville. De vives félicitations lui furent adressées.

A l'issue de la séance une minute de silence fut observée à l'adresse de M. Georges Burden, à l'occasion du décès de sa vénérable mère.

Chez les débardeurs

L'Association internationale des Débardeurs, local 375, tiendra son assemblée régulière dimanche, le 17 janvier, à 2 heures de l'après-midi, en leur salle, au numéro 525, de la rue Bonsecours. Des questions importantes seront discutées. Tous les membres doivent se faire un devoir d'y assister.

J.-M. SHANNON, Secrétaire-trésorier.

BANQUE CANADIENNE NATIONALE

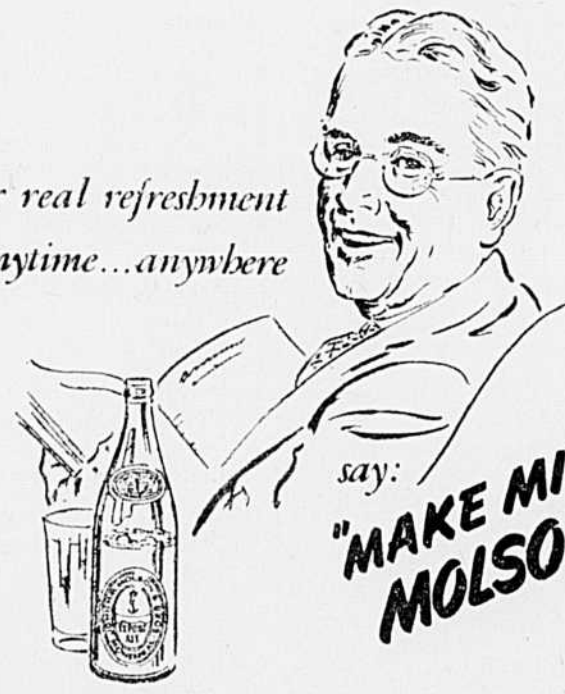
Situation au 30 novembre 1942

	PASSIF
Envers le public :	
Billets en circulation.....	\$ 3,001,652.00
Dépôts.....	187,871,528.43
Divers.....	390,706.53
	<u>\$191,263,886.96</u>
Envers les actionnaires :	
Capital, réserve, dividendes et profits non répartis.....	12,364,911.86
	<u>\$203,628,798.82</u>
	ACTIF
Disponibilités de caisse.....	\$ 34,551,380.74
Obligations et actions.....	102,878,176.70
(comptées au-dessous du cours du marché)	
Prêts à demande.....	3,356,985.79
(sur titres dont les cours présentent une ample couverture)	
Prêts et escomptes et avances aux Provinces et aux Municipalités.....	55,390,879.07
(après provision pour créances douteuses)	
Immeubles, créances hypothécaires et divers.....	7,451,376.52
(comptés au-dessous du coût ou de la valeur)	
	<u>\$203,628,798.82</u>

COMPTE PROFITS ET PERTES

Solde créditeur au 29 novembre 1941.....	\$ 252,389.29
Profits de l'exercice finissant le 30 novembre 1942, déduction faite de \$60,000 versés au fonds de pension du personnel, de \$335,982.44 pour les impôts fédéraux et des affectations aux Réserves latentes à même lesquelles il a été pleinement pourvu aux créances mauvaises et douteuses.....	776,815.05
	<u>\$ 1,029,204.34</u>
Total.....	
Réparti comme suit:	
Dividendes.....	\$ 525,000.00
Amortissement des immeubles sociaux.....	125,000.00
Province de Québec (14 Georges V, ch. 3).....	125,000.00
Solde créditeur au 30 novembre 1942.....	254,204.34
	<u>\$ 1,029,204.34</u>

For real refreshment
 anytime...anywhere



say:
"MAKE MINE MOLSON'S"



RUMOR CLINIC

Prepared by the
CANADIAN COLUMN

WAR BREEDS
STRANGE LEGENDS

A wave of legends is a strange but characteristic by-product of war, economic depression or other times of great stress. Acceptance of the incredulous is habitual among people uneasily involved in a national crisis. Tales are passed about in whispered confidence until there is scarcely a section of the country which has not been credited with the origin of at least one.

Many people are eager to believe fantastic tales. So much so, in fact, that they will turn upon the skeptic with scorn. It is a kind of nostalgia for the morbid. Howard C. Hosmer, columnist for the Rochester, New York, Times-Union, summed it up: "The trouble is, we all like a good tale too well not to believe it—especially when it suits us to believe it."

A good rule to follow when you hear stories like these is to ask yourself whether it is credible. Does the person who told it to you offer sufficient evidence of its truth to warrant your repeating the story? If he admits it is hearsay, or that he got it third, or fourth-hand, mark it down as a story not to be repeated. These kinds of stories, recited as actuality not only cause the hearer to shudder, but involuntarily they sow the seeds of fear and suspicion. No nation's war effort is going to be improved by this careless abetting of apprehension and doubt which the enemy is doing its level best to foster. To be on the alert against sabotage is one thing, but to live in an atmosphere of fear and alarm is another.

The myth is first cousin to the deliberately started rumor. Unless you thoughtfully analyze these stories you are bound to hear, they will be just as destructive to morale and the war effort as if Hitler, himself, had put one over on us. As a matter of fact—each time stories like these are repeated—he does.

RUMOR: "There is no butter fat in the butter we are getting now".

FACT: This is absolutely untrue. The Dairy Industry Act and Regulations, Part 1, Section 2, defines butter as: "the food product commonly known as butter which is manufactured exclusively from milk or cream, or both". Section 6 states: "No person shall manufacture any butter containing less than eighty per centum of milk fat". Section 5 (a) "No person shall manufacture or offer, sell or have in his possession for sale any substitute for butter manufactured wholly or in part from any fat other than that of milk or cream."

Section 10 provides that any person who violates Section 5 of the Act shall be guilty of an offence and upon summary conviction shall be liable (a) in the case of a first offence to a fine not exceeding \$1,000.00 and less than \$500.00; (b) in the case of a second offence to a fine not exceeding \$2,000.00 and not less than \$1,000.00 with costs and in default of imprisonment for a term not exceeding six months; (c) in the case of a third or subsequent offence to imprisonment for a term not exceeding six months. These regulations are rigidly enforced by Inspectors of the Dominion Department of Agriculture and samples of butter are taken regularly for analysis to see that the provisions of the law are complied with.

RUMOR: A very sad and unfortunate case recently came to the attention of this Clinic. A particularly disturbing rumor was reported which concerned Canadian Army casualties at Dieppe and the supposed torpedoing of a hospital ship. The story was ghastly and impossible and so likely to cause worry and fear to those with loved ones overseas that our investigators decided to track it to its source.

FACT: It was learned that this totally false and horrifying story was started by a soldier recently discharged from the Army as medically unfit. This unfortunate man, when interviewed, admitted he had not been connected with the Dieppe raid and had no knowledge or information concerning it, nor can he recall any raid and had no knowledge or information concerning it nor can he recall any ship torpedoed with Canadian casualties aboard. He stated that he could not remember making any statements as attributed to him; however, he might have said such things while under the influence of liquor. He pointed out the reason for his discharge from the Army and stated that when he has a few drinks he cannot remember his actions or conversation, and has often started arguments in taverns and drinking places.

NOTE:—This man was born in Montreal of British parents and his loyalty to this country cannot be questioned. It is quite apparent that he had no malicious intention in spreading the rumors, but the effects were just as harmful as if Hitler himself had done so.

RUMOR: "The men who guard prisoners are not sufficiently armed and this is also the case of those charged with security of plants, etc."

FACT: The Officer administering the Veterans' Guard of Canada advises:—
"All personnel of V.G.C. com-

panies are adequately armed with rifles and pistols. There is also an adequate number of Bren and Sten machine-guns. There are no grounds whatever for the rumor."

RUMOR: "In Ontario they are hiring all the men they can for war plants, in order that they can spare the women for the homes, while in Quebec, the war industries are hiring all the women they can so they can release the young men for service in the armed forces overseas."

FACT: Dominion Bureau of Statistics latest report:

"An extremely large proportion of the Dominion total of 412,319 females employed at October 1st in the eight leading industries belonged in Quebec and Ontario where the reported women numbered 139,889 and 193,926 respectively. The ratio in the former area (Quebec) was 339 per 1000 employees, and in the latter (Ontario) 470 per 1,000. The highest ratio of women in the total of both sexes was found in Ontario where 25.9 per cent of the reported staffs were females. In Quebec, 24.6 per cent of all employees in the eight leading industries were women. Of the total of 292,741 women in manufacturing at October 1st, over 38 per cent belonged in Quebec and almost 50 per cent in Ontario. The women factory workers in Quebec constituted 29.7 per cent of the total employees of both sexes, while in Ontario the percentage was 27.2".

N.B.—These figures refer to total numbers of women employed; there being no separate figures available for war plants.

GET THE FACTS

Arm yourself with the facts regarding Canada's War effort. They are far more interesting and inspiring than Hitler's lies and provide the best weapon to fight rumor mongers.

FACT: Previously to the outbreak of war, Canada was almost entirely dependent upon the United States and Britain for machine tools. Now one-half the requirements of Canada's greatly expanded industry are made by Canadian workmen.

In small tools and cutters Canada is now almost self-sufficient and was producing at the rate of 2,000,000 a month by the end of 1942.

In the output of basic materials, Steel has been increased 110% from pre-war levels. Pig-iron production has soared 150%; malleable castings output is up 500%; and aluminum production, 600%.

Editorial Board: The Rumor Clinic is supervised by an Editorial Board consisting of: Dr. F. Cyril James, Principal and Vice-Chancellor, McGill University; Paul Vaillancourt, Honorary Secretary for the Red Cross, Province of Quebec; Mr. Justice C. Gordon Mackinnon; Paul Fournier, President, Montreal Trades and Labor Council; Lieut.-Col. W. C. Nicholson, D.S.O., M.C., Vice-President, Canadian Legion; Alfred Charpentier, General President, Confédération des Travailleurs Catholiques du Canada; Honourable Wilfrid Bovey, Member Legislative Council; Rev. G. G. D. Kilpatrick, D.D., Principal, United Theological College.

YOU CAN HELP

Don't Repeat Rumors — Report Them.

Write to the: Canadian Column, Transportation Building, Montreal. The Canadian Column is a non-political, non-profit organization, with only one aim and purpose — to do anything within the power of its members to help Canada.

This Is not a Class War

By RUTH TAYLOR

The war we are fighting today is not a class war. This is a people's war not in the proletarian sense but a war in which all the people, rich or poor; employer or employee, black or white; Protestant, Catholic or Jew are fighting for the right to survive as free men.

It is a war in which all Americans have a part. We cannot fight Hitler by crushing any group in this country. We cannot destroy the labor movement and retain free business enterprise. We cannot destroy Industry and keep a free labor movement or avoid collective farming. We cannot damn one minority without damning all. In the totalitarian states it was not Organized Labor alone that suffered. Free associations of employers were also abolished. Neither collective bargaining nor collaboration of labor and industry was allowed.

We must remember these things today for the enemy is attacking us not merely on land, on sea and in the air, but also in our hearts and heads, taking advantage of every ignorance, of every prejudice, of every weakness — trying to set group against group, class against class.

There should be a little more of the Golden Rule and a little less Blackstone in our relations with each other. Our entire system of life is on trial. How it proves itself will determine the future. After all — we are all workers, no matter what our job — and any man with an insurance policy or money in the bank is a partner in industry. When we have had prosperity — all of us had it; when depression struck — all felt it.

We must not be blind to those things for which we are fighting — freedom of thought and discussion and worship. We must not merely concede them — we must practice them. Intolerance saps the moral strength of its adherents. Those who regiment are slaves no less than those who are regimented. What we must do is to work in fellowship, in the spirit of friendliness.

We must learn how to work together; how — the way of cooperation; work — coordinated actions for the nation as a whole; together — with mutual trust and respect. This applies to every one: those who operate our factories or who work in them; those who toil on farms, in offices or at home. All must work together with an awareness that what they do or neglect doing will determine the future of the country.

We have no right to take "class" sides. We must work for the common good, in groups if we choose, but we must never forget that the welfare of the nation as a whole transcends the private interest of any group. This is the essence of democracy. It is for the preservation of this way of life we fight.

COMMERCE BODY FOR PAY-AS-YOU-EARN

The movement for a pay-as-you-go or pay-as-you-earn income tax collection system is gaining momentum. So far, no voice seems to have been raised against it in this country, at any rate publicly. The Canadian Chamber of Commerce, very largely representative of Canadian business, has gone on record as favoring a pay-as-you-earn plan applicable to personal income taxes and has sent a letter to Finance Minister Ilsley over the signature of Paul A. McFarlane, of Montreal, its Chairman. In this letter official adoption of a plan based on the principle of the Ruml plan is urged strongly upon the Government. Elimination of the individual tax debt for the first eight months of 1942 would, it is contended, impose no immediate loss upon the Treasury, since tax collections would not be interrupted. Further, loss of revenue occurring on the death of a taxpayer or the cessation of a taxable income would be spread over more than a generation and would "be offset partly by increased succession duty revenues, and, of special significance, by the benefit accruing from an uplift in morale."

The executive's letter has been sent to the national board of directors and to the sustaining members of the Chamber of Commerce, together with a statement which says that if inaugurated in 1943 the plan would "remove a heavy tax debt from the shoulders of wage and salary earners" whose incomes may be reduced suddenly through enlistments in the armed services, through business interruptions, retirements on pension or accidents, sickness or old age. Other advant-

ages are cited. A large income tax debt would not have to be paid out of estates, potential difficulties arising in the post-war period would be mitigated, there would be considerable administrative savings for the Government, etc.

It will be noted that the Chamber of Commerce executive subscribes to the view that cancellation of eight months' income tax debt would mean little loss to the Government. The New York Times on Wednesday clarified this aspect of the pay-as-you-earn collection proposal. It said: "Now the Ruml plan does not threaten the nation's financial integrity in the slightest. It would involve no interruption whatever in the flow of government revenues. It would involve no diminution whatever in those revenues. Government revenues would not even fall off in the future because of the Ruml plan any more than they would fall off in the present. Congress could continue to impose every year whatever income tax rates were necessary to ring in the required revenues for that year." It is as simple as that. Substitute "Parliament" for "Congress" and the statement of The Times applies exactly to Canada's income tax position.

Small inequalities can be overcome. The Times says by "any number of ways," but "what is centrally important is to get taxes on a pay-as-you-go basis, and to do this without further loss of time." That, too, applies to Canada. It is conceivable that the longer the interval before the plan is adopted the more formidable will be the obstacles. — *The Montreal Gazette*, January 8, 1943.

CLIrval 0209

You are always welcome to the
WELCOME TAVERN

ROGER TURGEON, prop.
DRY-DOCK TAVERN

MME E. TURGEON, prop.

4923 Notre-Dame E.

MONTREAL

Buanderie - IMPERIAL - Laundry
& SUPPLY CO.

TEINTURIERS — NETTOYEURS • DYERS AND CLEANERS
Excellent service de blanchissage • Superior Laundry Service

Lavage de famille à prix modérés

Family Washing at Popular Prices

Téléphonez FALKIRK 1179
1471, RUE PARTHENAIS

Call FALKIRK 1179
1471 PARTHENAIS STREET

PALACE

SISTERS! ENEMIES!
BETTE DAVIS
Olivia de HAVILLAND in
"In This Our Life"
with GEO. BRENT
CHARLES COBURN

CAPITOL

3rd WEEK!
BETTY GRABLE
JOHN PAYNE in
Springtime in the
ROCKIES
Added Feature
'Just Off Broadway'

PRINCESS Theatre

"SIN TOWN"
starring Constance BENNETT
BROD CRAWFORD
Added Feature
'Strictly in the Groove'

LOEW'S THEATRE

GARY COOPER in
The Pride of the
Yankees
THE LIFE OF LOU GEHRIG
with TERESA WRIGHT
BABE RUTH

MONARCH GAS RANGES
Made by
Canadians
for
Canadian Homes

Tél. Lancaster 3858

Salon de Fleurs St-Denis
1590, rue SAINT-DENIS
(Édifice du Théâtre St-Denis)
Spécialités:
Bouquets de Noces, Tributs floraux
Escompte de 10% aux lecteurs du
"Monde Ouvrier"
Mme J.-Z. PILON. Rés. HA. 7901

SAVE
THAT YOU
MAY LEND

Prenez avis que JOSEPH WILFRED BELLAM, de la Cité et du District de Montréal, et un membre de la "Royal Canadian Air Force", fera une pétition à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour que celle-ci adopte une loi l'autorisant à changer son nom en celui de JOSEPH WILFRED MINSHALL.

Daté dans la Cité de Montréal, dans la province de Québec, le 21 décembre 1942.

HOWARD S. ROSS,
Procureur du pétitionnaire
57, rue Saint-Jacques Ouest,
Montréal.

Prenez avis que Adèle Le Roy Fuller Hardy, de la ville de Cowansville, comté de Brême-Missisquoi, province de Québec, appliquera au Parlement du Canada à sa prochaine session pour un bill de divorce de Errol Dryden Hardy, comte de la Cité de Montréal, District de Montréal, province de Québec, pour adultère.

Montréal, le 28 décembre 1942.

G. M. ALMOND,
Solliciteur.

Labour News From Britain

From HERBERT TRACEY of the British Trades Union Congress

GAIN OF THE GUARANTEED WEEK

In the last war the principal permanent gain of the British workers was the establishment of the standard 48-Hour Week. This is the considered opinion of such authorities on economic history as Professor A. L. Bowley. In the present war industry's major gain, in the opinion of competent Trade Union leaders, at least, is the Guaranteed Week.

The importance of the Guaranteed Week to the building trade workers, for example, is emphasized by their leader Luke Fawcett. He has recently pointed out that among many changes in the working and living conditions of building trade workers is the "decasualisation" of employment in the industry. Before the war, he told me, in discussing these changes, that building trade operatives were practically nothing but a huge army of casual workers. There was no stability in their employment. They were taken on, or stood off, at any time on any day of the week. Working on a day basis, they sold their labour by the hour. The employer could dismiss them, or they could leave their employers, by giving or taking an hour's notice.

This state of affairs persisting amongst highly skilled operatives was demoralising. Luke Fawcett reminded me that the men who live by casual labour, on the precarious tenure of one hour's notice, were beset by anxieties and hardships which no other body of workers had to face.

Guaranteed Time Payment

Many factors conspired to make employment in the building industry casual and fortuitous. Not only was there the haphazard incidence of building, but there were seasonal handicaps. In bad weather the building trade operative lost time and pay. It was a common experience for him to be "rained off" or "frozen out" and to go home with half empty pay packets.

Such conditions have been changed, since the war started, through the Government's exercise of an increasingly direct and intimate control of building trade operatives. Under this control the industry has been steadily decasualised. First there came the Uniformity Agreement. By this the general principle of a guaranteed payment for 30 hours weekly was established. This left big loopholes however. An operative could still lose working time through weather conditions.

The Essential Work Order applying to the building and civil engineering trades extended the principle of guaranteed payment. It stipulated a guaranteed time payment of 44 hours. And thus Britain's building trade operatives are ensured for the first time in the industry's history of a full week's pay for a full week's work regardless of weather or other conditions which previously played havoc.

It is the most beneficial thing for building workers attained in more than a century, Luke Fawcett said.

Replanning The Printing Trades

Other highly unionised industries are actively planning for the future under guidance from the Government. Employers and Trade Unions are sitting down together at the suggestion of the Minister of Labour to consider measures of reorganisation for the industry after the war. These discussions begin with the problem of apprenticeship. The Minister has asked the industry's War Emergency Standing Committee, representing both employers and Unions, to advise him on the employment of apprentices and juveniles in the printing trades, in connection with the inquiry the Minister has in hand on the ap-

prenticeship problem in all industries.

A revised wage agreement for apprentices in the printing trades is now under consideration. The aim is to establish progressive rates for male learners entering the trade between the ages of 16 and 20, which will give them at the age of 21 — that is the first year of responsible work, a wage varying from 62s.6d. to 67s.6d. a week according to grade. Wages of indentured apprentices are based on percentage of journeymen's wages and a fourth year apprentice gets the weekly rate of 26s.9d. Leaders in the printing trade on the Trade Union side are considering, too, a proposal presented by the employers for a Bill to be promoted by the industry in Parliament embodying a complete scheme for self-government of the industry in the matter of wages and workshop conditions.

It is proposed in this Bill to empower the Minister of Labour to make binding on all firms in the industry by special Order the terms of any agreement on wages and workshop conditions, including ratios of apprentices to journeymen, negotiated by the employers and the Trade Unions. This is a revival of proposals made before the War for legislation of Trade Union agreements. It would be something of a new technique in industry. Unions in the printing trades incline to take the view that it must be considered as part of a general Plan for reorganisation of the industry after the war.

All Working and Saving

Numerous sidelights on the general industrial position in Britain can now be focussed. One of these falls on unemployment. There is no unemployment problem now for practically everybody in Britain fit for work is working.

Latest official figures showing the number of workpeople registered at the Employment Exchanges give a total of less than 100,000. Two-thirds of them have been classified by Interviewing Panels of the Ministry of Labour, on which the Trade Unions are represented, as unsuitable for ordinary industrial employment. A year ago there were nearly a quarter of a million wholly unemployed workers; now official figures show that there are fewer than 40,000 seeking work, or in transition from one job to another.

Another sidelight deals with the contribution to the national effort made by the working people through Voluntary Savings Movement. The present War Savings Campaign began three years ago. It has been drawing off surplus purchasing power at the rate of something like £12 millions a week. In the first year the million of small savings amounted to £475 millions. In the second year a total of £615 millions was collected. In the third year, although the final figure has not yet been published, it has already reached £618 millions. This gives a grand total of £1,708 millions.

It is worth emphasising the point that these figures represent voluntary surrenders by individual citizens of surplus purchasing power. Practically all of it is income left unspent and willingly handed over to the Government after payment of very heavy taxation. Everybody in Britain who earns more than £2 a week pays income tax, subject of course to "reliefs" in respect of dependents allowances. And the totals given do not include workers' contributions to many voluntary funds, such as the Red Cross Penny-a-week Fund, the Aid to Russia Fund and the United Aid to China Fund.

We Must March Toward...

(Continued from page 1)

We must in our own country fight that intolerance and lack of understanding that has bred so much ill-will in the past and still hampers that united effort essential not only to the victory we must have, if we are to survive, but the peace that must be constructive and enduring.

In this field, all who can influence their neighbors through voice or pen, have a duty to perform which they cannot shirk. The legislator, the official, the ecclesiastic, the labour leader, or any person of either sex who can exercise influence and who is looked up to for counsel and guidance who refuses to exercise such influence in the direction of national and international goodwill in order that harmony may prevail is guilty of a crime not only against his fellow men and the State, but the beautiful teachings and injunctions of the Great One Whose memory is revered and blessed by hundreds of millions.

It devolves upon those interested in human welfare to labour toward the banishing of poverty and insecurity. Insecurity and poverty in the midst of a great plenty, which the machine and human genius make possible, must not be tolerated. Every man, woman and child is entitled to such maintenance and medical and other care which a thoughtful and well-organized State can so easily and generously provide out of its resources. Life can be made sweeter and pleasanter for all who not only are willing to work, but seek the opportunity of contributing insofar as they can, to the making and maintaining of a better world — a world that will steadily go forward in removing the ills, eliminating the abuses and eradicating the fears that have heretofore prevented the fruition of men's hopes for that Great Society of which the philosophers and prophets have spoken and dreamed and because of their hopes and dreams is humanly possible.

With the workers of the world united and forgetting past injustice and injuries and refusing to be influenced by prejudice because of geographical, linguistic or racial differences, it will be difficult, if not impossible for those who have hitherto exploited and profited because of special privileges enjoyed and the fostering of positions and prejudices to continue their careers.

We must, of course, for the time being consecrate ourselves to the task of defeating the beasts whose scorching blight has fouled this earth — but once this task is accomplished, we can then begin the forward march toward that goal of social and economic security and higher culture that is contained in the charters and pronouncements of the great leaders of democracy.

THOUSANDS FROM RED CROSS PENNIES

The T.U.C. General Council has just decided to appeal to the 6,000,000 working men and women who have been voluntarily contributing a weekly penny to the Red Cross Fund to double their contributions. Average receipts from house-to-house collections of the workers' pennies and group collections organised by some 4,000 committees in industrial plants, now exceed £50,000 a week.

Urging the claims of the Red Cross on the working people, the Cross is spending more than £4½ million a year on prisoner-of-war service alone. It has already sent over 8,000,000 parcels of food, medical supplies, tobacco, books and sports equipment to prisoners in German and Italian hands, and to men in Japanese prison camps.

This is only one of many humane services rendered by the Red Cross organisation, which includes care of the sick and wounded, equipping and maintenance of hospitals and convalescent homes, relief for civilian air raid victims, the concentration of vast stores to meet the needs of people at home and abroad, and the never-ending search for the missing. The sustained and systematic support working people are giving to the Red Cross will be enlarged by the response that is certain to be made to the T.U.C. appeal to transform the Penny-a-Week into twopence a week. The T.U.C. has been represented from the beginning of the war on the Executive Committee of the Red Cross and St. John War Organisation, and on the Committee responsible for the raising of its funds in Great Britain.

BLACK HORSE OF COURSE!
CANADA'S FINEST ALE

Banque Canadienne Nationale

68ième Assemblée Générale Annuelle

Le gérant général, M. Charles St-Pierre, commente les opérations de la Banque. — Le président, M. Beaudry Leman, expose certains aspects de la situation économique du Canada.

La Banque Canadienne Nationale a tenu, le vendredi 8 janvier, à son siège social, à Montréal, la 68ième assemblée générale annuelle de ses actionnaires.

Après les formalités d'usage, le président invite le gérant général, M. Charles St-Pierre, à donner lecture du rapport du Conseil d'administration :

Les bénéfices nets de l'exercice, que le compte Profits et Pertes fait ressortir à \$776.815, accusent une diminution d'environ \$34.500 relativement à ceux de l'exercice précédent, alors que les impôts payés par la Banque ont augmenté de plus de \$84.000.

Les dépôts forment un total de \$185.438.698, en comparaison de \$153.397.158 l'année précédente. C'est la somme la plus considérable qu'ils aient encore atteinte. Les dépôts du public ne portant pas intérêt, en augmentation de près de douze millions et demi, se montent à \$50.338.787 et les dépôts du public portant intérêt, en progression de plus de huit millions, s'élevèrent au chiffre record de \$116.403.007. Les dépôts du Gouvernement fédéral ont augmenté de \$11.800.000, alors que ceux des Gouvernements provinciaux ont diminué.

Le montant des billets de la Banque en circulation était, au 30 novembre 1942, de \$3.001.652. La diminution de quelque \$605.000 qu'il présente par rapport à l'année précédente résulte de la disposition de la Loi des banques qui prescrit la restriction graduelle du pouvoir d'émission des banques à charte. Depuis le 1er janvier 1943, la somme des billets que les banques sont autorisées à émettre est limitée à 45% de leur capital versé.

L'actif total, qui s'est accru de plus de 32 millions depuis un an, est plus élevé que jamais : il s'établit à \$203.628.799. Les disponibilités de caisse ressortent à \$34.551.381, en comparaison de \$27.952.468 l'année précédente, et représentent 18,10% du passif envers le public. L'actif rapidement réalisable est passé d'une année à l'autre, de \$106.122.613 à \$140.786.543. Cette augmentation de plus de 34 millions et demi a relevé de 66,80 à 73,74 pour 100 le rapport de l'actif rapidement réalisable au passif envers le public.

Les prêts courants et escomptes se chiffrent par \$48.442.989. Ils accusent une diminution d'environ un million et demi, ou de 3,05%, alors que le total des prêts et escomptes de toutes les banques, au 31 octobre dernier, était en régression de 12,14%. Le concours financier de plus en plus important que l'Etat prête aux industries de guerre dispense celles-ci de recourir aux banques et les besoins de crédit des entreprises dont la production est destinée à la population civile sont sensiblement amoindris par suite des restrictions qui leur sont imposées.

Les placements de la Banque, valeurs de premier ordre et à court terme pour la plupart, forment une somme de \$102.878.177, à comparer avec \$74.712.664 au 29 novembre 1941. Les disponibilités des banques qui ne trouvent pas d'emploi sous forme d'avances à l'industrie et au commerce sont nécessairement affectées au placement. Or la politique d'argent bon marché abaisse le rendement du portefeuille, ainsi qu'en témoignent les avances à court terme que les banques ont consenties au Gouvernement, durant la dernière partie de l'année écoulée, au taux de 0,75% l'an.

Devant le faible rendement des fonds d'Etat, la hausse des frais d'exploitation et les exigences du fisc, le Conseil d'administration a jugé à propos de réduire de 8 à 6 pour 100 le taux du dividende, au cours du dernier trimestre de l'exercice. Il n'a fait que suivre en l'occurrence la pratique générale des banques, qui se trouvent dans la même situation. La Banque a donc distribué en dividendes une somme de \$525.000, à rapprocher de \$560.000 en 1941. Elle a payé \$125.000 à la Province de Québec, aux termes de la loi 14 Georges V, c. 3; elle a affecté \$125.000 à l'amortissement des immeubles sociaux et versé \$60.000 au fonds de pension du personnel. Le compte Profits et Pertes présentait, à la clôture de l'exercice, un solde créditeur de \$254.201, à rap-

procher de \$252.389 le 29 novembre 1941.

C'est pour nous un agréable devoir de reconnaître qu'au cours de l'exercice écoulé, le personnel s'est acquitté consciencieusement de sa tâche et s'est efforcé, dans des circonstances souvent difficiles, de servir le mieux possible la Banque et la clientèle.

REMARQUES DU PRESIDENT

Messieurs, — Les résultats du dernier exercice de notre Banque, que le gérant général, M. Charles St-Pierre, vient d'exposer et de commenter, nous paraissent satisfaisants dans les circonstances. Avant de proposer l'adoption de ce rapport, je désirerais faire quelques observations sur la situation générale.

LA PRODUCTION AGRICOLE

La production agricole a été plus abondante que jamais, au Canada, pendant l'année qui vient de se terminer. L'Office national de la statistique estime à 1 milliard 180 millions de dollars la valeur des grandes cultures.

Le Canada, qui avait un report de quelque 400 millions de boisseaux de blé en a moissonné l'an dernier 600 millions de boisseaux alors que les Etats-Unis en récoltaient 980 millions de boisseaux.

L'ACTIVITE INDUSTRIELLE

Notre pays a connu en 1942, la période d'activité industrielle la plus intense de son histoire. Le rendement des centrales électriques s'est maintenu au niveau le plus élevé qu'il eût encore touché. L'Etat et des sociétés privées ont poursuivi, dans la province de Québec en particulier, l'aménagement de forces hydrauliques entrepris depuis l'ouverture des hostilités, et qui augmentera considérablement la force motrice disponible.

La mise en valeur du sous-sol continue de s'accélérer, sauf en ce qui concerne les mines d'or et d'argent, qui doivent céder une partie de leur main-d'oeuvre aux mines dont les produits sont indispensables à la poursuite de la guerre. L'urgent besoin de métaux communs provoque la mise en exploitation de nouveaux gisements et stimule les entreprises d'exploitation et de prospection. C'est ainsi qu'avec le concours de l'Etat et du Gouvernement de l'Ontario on projette l'ouverture des mines de Steep Rock Lake, dont on compte tirer annuellement, dès le début, un million de tonnes de minerai de fer de qualité supérieure. Les usines d'affinage de métaux non-ferreux, tels le cuivre, le plomb, le zinc, l'aluminium et l'antimoine, sont plus actives que jamais. On estime que la production d'aluminium a plus que quintuplé depuis trois ans.

Les dépenses relatives à la guerre, y compris les contrats de construction d'usines et les commandes de matériel, excédaient six milliards de dollars à la fin de l'année dernière. La production de l'industrie des armements et des munitions est maintenant à la cadence de deux milliards et demi de dollars par année. Le Canada a fourni en outre à l'Angleterre et à d'autres Nations Unies, depuis le début du conflit, des vivres, du bois, des minéraux et divers autres produits d'une valeur d'un milliard et demi. La construction maritime, qui ne comptait avant la guerre qu'un petit nombre de chantiers dont les opérations étaient d'ailleurs peu importantes, emploie aujourd'hui plus de 50.000 ouvriers, hommes et femmes, et l'on estime à 900 millions de dollars la valeur des bateaux en voie de construction ou à l'état de projet.

L'EMPLOI

L'embauchage, qui ne cesse de s'étendre depuis le commencement de la guerre, a fait de nouveaux progrès l'année dernière. C'est dans l'industrie chimique, la sidérurgie, les transports, les opérations forestières, les usines d'affinage de métaux non-ferreux, l'industrie des appareils électriques, les filatures de coton et les ateliers de tissage, les scieries et les industries de l'alimentation que l'on constate les plus

sés employaient le 1er octobre 1.815.672 personnes, soit 1.403.353 hommes et 412.319 femmes, et que plus de 70% de celles-ci travaillaient dans l'industrie manufacturière. Le rapport du nombre des femmes au total des ouvriers et employés atteint donc le pourcentage élevé de 22,7.

ECONOMIE DE GUERRE

Les dépenses de guerre du présent exercice s'élèveront à près de quatre milliards de dollars. Ce chiffre fait ressortir la puissance de notre effort économique, mais il met en lumière le fardeau qui pèse sur un pays de onze millions et demi d'habitants, qui veut être tout ensemble grenier, arsenal et réservoir d'hommes. Or les chefs d'Etat des Nations Unies nous parlent d'une guerre d'usure qui pourrait se prolonger durant quelques années encore. Il est bon de se rappeler le proverbe: Qui veut voyager loin ménage sa monture! Pour gagner la paix à la suite d'une guerre d'usure, il faut avoir conservé des réserves d'hommes, de capitaux, de vivres, de matières premières et de denrées de toute sorte. L'influence dans les affaires mondiales passera des pays qui devront demander de l'aide à ceux qui seront en état d'en donner.

D'ailleurs, la puissance d'un pays belligérant tient pour une large part au maintien de l'équilibre entre son économie de guerre et son économie civile, car une rupture d'équilibre pourrait avoir des conséquences graves. Un effort exagéré, prématuré ou mal dirigé, ébranlant l'économie nationale qui en est le point d'appui, risquerait d'affaiblir le Canada avant la fin des hostilités. Après la guerre, notre pays ne pourra pas assumer les lourdes responsabilités qui lui incombent, si sa situation économique a cessé d'être saine et solide.

LE FACTEUR HUMAIN

La crise de main-d'oeuvre qui se manifeste aujourd'hui résulte peut-être, dans une certaine mesure, de l'absence d'un plan d'ensemble ayant pour objet de répartir méthodiquement les éléments valables de la population entre le domaine militaire et le domaine économique. Quoi qu'il en soit, le manque de bras se fait déjà gravement sentir dans des branches de la production aussi essentielles que l'agriculture, l'élevage, les opérations forestières, les houillères et même certaines mines d'où l'on extrait des métaux indispensables à la poursuite de la guerre. Ne devrions-nous pas profiter de l'expérience de l'Angleterre, où l'on a dû rendre aux mines de charbon 50.000 mineurs qu'on avait versés dans les forces armées?

Les migrations massives d'ouvriers dont on parle ne devraient être entreprises qu'après une étude approfondie de la situation. Pour combler des vides, il ne faudrait pas en créer de nouveaux. Qui n'a sévèrement critiqué, naguère, le déracinement de la population rurale au profit de centres urbains surgis du jour au lendemain et qui plongeait dans la misère des milliers de gens, aux premières atteintes de la dépression? On ne déplace pas des hommes sans plus de conséquences que s'il s'agissait de marchandises. Le premier soin du contrôleur de la main-d'oeuvre aux Etats-Unis, M. McNutt, paraît avoir été d'assurer à l'agriculture une main-d'oeuvre suffisante et convenablement rémunérée. L'éloignement de leurs foyers de milliers de femmes embauchées dans des usines de munitions est susceptible d'avoir de très sérieuses répercussions non seulement du point de vue économique, mais encore du point de vue moral et social.

UNE MISE EN GARDE

La main-d'oeuvre, les matières premières, l'outillage, le combustible et la force motrice disponibles sont nécessairement limités, dans notre pays comme ailleurs. Aussi les industries de guerre doivent-elles s'alimenter, pour une part, au détriment des entreprises dont la production répond à la demande de la population civile. Il n'est sans doute personne qui ne consente à s'imposer les privations qu'exigent les circonstances. Toutefois, quelle que soit la durée de la guerre, il est indispensable de satisfaire aux besoins essentiels des civils. Ce serait, à la vérité, une politique à courte vue que celle qui consisterait à enlever à des entreprises d'un caractère permanent une main-d'oeuvre qu'il faudrait leur restituer au bout de quelques mois.

TOUT véritable Canadien voudra posséder

L'Histoire de la Province de Québec

par ROBERT RUMILLY

NEUF volumes comprenant plus de 2.700 pages où sont relatées d'une façon complète et impartiale les luttes livrées dans les domaines religieux, éducatif, politique, social, économique, financier et littéraire pour la survie de notre élément ethnique.

Le rôle de Cartier, Chapleau, Mercier, Tarte, Laurier, Bourassa, du cardinal Taschereau, de Mgr Lafleche, etc. dans notre vie nationale.

La série de NEUF VOLUMES se vend, taxe et port compris: avec jolie reliure toile: \$12,00; broché: \$9,60. A l'unité: \$1,00 broché; \$1,25 relié, plus 0,10 pour les taxes et le port.

Editions Bernard Valiquette Ltée

1564, rue SAINT-DENIS, Montréal, LA. 2386

LES IMPOTS

Le budget de guerre de l'exercice courant absorbera environ 50% du revenu national, en regard de 10%, au minimum, au cours de n'importe quelle année du conflit de 1914-1918. Cette simple comparaison révèle l'importance de l'effort fiscal que le Gouvernement exige du pays. La rapide augmentation du revenu national justifie, à ses yeux, l'énorme majoration des impôts. Mais l'augmentation du revenu national est très inégalement répartie, de sorte qu'une grande partie de la population a vu ses charges s'appesantir alors que ses revenus restaient les mêmes, quand ils ne diminuaient pas. L'impôt sur le revenu au Canada, qui semble plus élevé qu'en Grande-Bretagne, est beaucoup plus lourd qu'aux Etats-Unis; il cesse dans bien des cas d'être un impôt sur le revenu et devient un impôt sur le capital et sur l'épargne. Les prélèvements de l'Etat entraînant non seulement une forte compression de la consommation chez les civils, ce qui est inévitable en temps de guerre, mais ils rendent à peu près impossible la pratique de l'économie par la classe moyenne et ils entament le capital des personnes qui touchent un revenu fixe et de celles qui doivent faire face à des engagements contractés avant que le fisc se soit soudainement emparé d'une grande partie de leurs revenus. De nombreuses sociétés industrielles, dont l'outillage se déprécie d'autant plus rapidement qu'il fonctionne à une allure accélérée, ne disposent plus, leurs impôts payés, des sommes nécessaires à la modernisation de leurs installations. Comment assurera-t-on, au retour de la paix, la reprise de l'activité économique normale, indispensable à l'ordre social, si les entreprises industrielles du pays, petites et grandes, ne sont pas en bonne posture financière?

L'ETAT BUREAUCRATIQUE

On lit fréquemment des discours et des articles condamnant l'emprise bureaucratique, qu'on subit en temps de guerre, mais qui deviendrait intolérable après le retour de la paix. Chose étrange, ces critiques proviennent le plus souvent de ceux-là mêmes qui ont poussé le pays avec le plus d'énergie vers une politique qui devait nécessairement amener l'établissement d'un contrôle bureaucratique. Nous avons glissé presque insensiblement vers l'économie dirigée. La création d'entreprises comme les chemins de fer nationaux, la Commission des liqueurs de Québec, la Commission hydro-électrique de l'Ontario, la Banque du Canada, le Toronto Transportation System, la Commission des accidents du travail, etc., etc., étant considérée, dans chaque cas, comme une mesure exceptionnelle, nous ne nous sommes pas rendus compte que la main-mise de l'Etat s'étendait graduellement sur tout le pays. Chacun constate aujourd'hui que les pouvoirs publics sont engagés dans plusieurs branches de l'activité économique. L'autre guerre avait déjà affaibli l'initiative privée et le capitalisme, et il semble bien que le

présent conflit les laissera sérieusement éclopés. Consolons-nous en pensant que l'autocratie bureaucratique, si elle n'est pas toujours bonne, s'est pas nécessairement mauvaise; ses avantages et ses inconvénients dépendent des hommes qui exercent le pouvoir. Les capitaines d'industrie et les magnats de la finance devront peut-être songer à se qualifier pour devenir de bons fonctionnaires.

L'intervention de l'Etat trouve aujourd'hui de nombreux partisans dans toutes les classes de la société. Le rapport Beveridge nous en apprend, le mois dernier, une nouvelle preuve. Sir William Beveridge, chargé de faire une enquête sur cette question, conclut à l'établissement d'un système de sécurité sociale obligatoire pour tout homme, femme et enfant des Iles Britanniques, sans égard à l'âge, au revenu ni au milieu. Ce plan comporterait des indemnités de chômage, des pensions d'invalidité et de vieillesse, des bonis de mariage et des assurances funéraires. Le coût en serait réparti entre les intéressés, les employeurs et l'Etat. Les journaux anglais des tendances les plus diverses ont fait au rapport Beveridge l'accueil le plus enthousiaste, et il fait l'objet d'études et de discussions au Canada et aux Etats-Unis.

L'APRES-GUERRE

Même si le conflit doit se prolonger encore longtemps, il n'est sûrement pas trop tôt pour commencer à se préoccuper de la période d'après-guerre. Si imprévisible que soit l'avenir, personne ne saurait douter qu'au retour de la paix, la misère, la maladie et la dépression se seront étendues à plusieurs régions du globe. L'Europe, qui aura pendant tant d'années affecté à la poursuite de la guerre toutes ses ressources et toutes ses facultés de production, et qui aura subi des destructions d'une étendue sans exemple, devra rebâtir un grand nombre de ses villes et de ses ports, renouveler ses voies et son matériel de transport et reconstituer son outillage industriel, et elle demandera à l'étranger d'énormes quantités de vivres et de matières premières. Les besoins seront non moins urgents dans une partie de l'Asie et de l'Afrique.

Le Canada sera, avec les Etats-Unis, l'un des pays les plus aptes à collaborer à cette immense restauration. La guerre aura accéléré la production des matières premières, le développement de notre outillage et la formation de techniciens et d'ouvriers qualifiés. La démobilitation et la fermeture des usines de guerre mettront en disponibilité des milliers de travailleurs de toutes catégories. Mais il ne nous sera possible de mettre nos ressources au service des pays dévastés que si notre pays est lui-même en bonne posture financière. Si une politique fiscale prudente et avisée prépare le terrain, nous serons justifiées d'envisager sans appréhension la période de transition que nous devons traverser tôt ou tard, et qui déterminera, dans une large mesure, la place et l'avenir du Canada dans le monde nouveau.